

L'ARME

SUPPLEMENT A "ALARME"

DE LA CRITIQUE ...

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. "

SOMMAIRE

- *Avertissement*
- *Réaffirmation*
- *La divine colère du " PROLETAIRE "*
- *Réponse à " JALON "*
- *Critique du B.I.P.R*
- *Sur la troisième conférence*
- *Progressivité, décadence, conditions objectives*

AVERTISSEMENT

Nous avons décidé de faire paraître une nouvelle publication comme supplément à Alarme. Nous n'avons jusqu'à présent jamais voulu prendre nos désirs pour la réalité, notre volonté ne pouvant pas ignorer et dépasser les conditions matérielles qui conditionnent notre activité.

L'Arme de la critique nous permet la republication de textes inconnus pour la plupart, publiés dans les anciennes séries d'Alarma en espagnol. Nous pourrions également nous étendre davantage sur certains sujets et préciser nos positions par rapport à ce que d'autres organisations, qui prétendent à tort ou à raison, faire partie du mouvement ouvrier, avancent et préconisent.

Cette revue ne remplace aucunement Alarme, elle en est un complément nécessaire. Cependant, malgré ce que ce premier numéro pourrait laisser croire, elle ne vient pas combler les désirs polémistes insatisfaits d'un petit cercle restreint de groupes. Notre critique, comme toujours, visera l'ensemble de ce qui nous paraît être un obstacle pour la consolidation d'une praxis de classe dirigée contre le vieux monde. Passer de l'arme de la critique à la critique par les armes est notre but. Seul un mouvement révolutionnaire dirigé par le prolétariat international est à même de la mener à bien, nous y contribuerons.

Ferment Ouvrier Révolutionnaire.

| Ecrivez-nous!
| Prenez contact avec nous!
| Militez pour la révolution
| socialiste!

LISEZ "ALARME"!

Dépôt légal 4^o trimestre 85

Directeur de la publication
Pierre Maréchal

Commission par.n°61890

REAFFIRMATION

Plus les années passent depuis 1917, plus la révolution espagnole prend de l'importance. Elle fut plus profonde que la révolution russe et plus ample par la participation humaine; elle éclaire des comportements politiques jusqu'à flous et projette dans le futur d'importantes modifications tactiques et stratégiques. De sorte que, dans le domaine de la pensée, seules de méprisables imitations de théorie peuvent être élaborées, si on fait abstraction de la contribution de la révolution espagnole, précisément dans les aspects où elle contraste, en la dépassant ou en la niant, avec la contribution de la révolution russe.

La révolution balaya en Espagne les structures de la société capitaliste dans le domaine économique, politique et judiciaire, créant ou initiant des structures propres. Ce qui était donné par la spontanéité du devenir historique s'est converti de potentiel en réel, dès que, obstacles à sa manifestation, les corps de coercition furent dispersés. Ainsi, la révolution se profila sans équivoque, dès le premier instant, comme prolétarienne et socialiste. La révolution russe n'a pas détruit la structure économique du capital, qui ne réside pas dans le bourgeois ou le monopole, mais dans ce que Marx appelait la relation sociale capital-salariat; après un instant de vacillement, elle fut transformée de privée en étatique, et le judiciaire et le politique réajustèrent ensuite autour d'elle et pour elle, ainsi que les corps répressifs, armée nationale comprise, jusqu'à ce que le rapport capital-salariat acquière la virulence qui continue de le distinguer aujourd'hui. Ce fut donc une révolution démocratique ou permanente, effectuée par un pouvoir prolétarien, et morte en tant que telle avant d'arriver au stade socialiste qui l'a suscitée et auquel elle aspirait. Par conséquent, elle ne fut pas autre chose qu'une révolution politique. Et si en cet aspect elle fut plus profonde que la révolution espagnole, la persistance du sus-nommé rapport social capitaliste a donné à la contre-révolution la facilité d'être politique aussi, et bien cruelle, à

proportion de la pression de la révolution mondiale. Les deux caractéristiques ont été falsifiées à l'envie, à tel point que ces mensonges exercent aujourd'hui une influence délétère.

Précisément quand la révolution atteignait son sommet en Espagne, en 1936, la contre-révolution stalinienne consolidait en Russie son pouvoir pour de longues années, avec l'extermination de millions d'hommes. Par conséquent, son rameau espagnol eut délibérément, à partir du 19 juillet, un comportement de porte-drapeau de la contre-révolution, caché au début puis ouvertement à partir de mai 1937. Avec une totale préméditation et d'après les ordres stricts de Moscou, il s'est lancé contre un prolétariat qui finissait d'achever le capitalisme. Ce fait, attesté par des milliers de documents staliniens de l'époque, représente une mutation réactionnaire définitive du stalinisme extérieur, en consomance avec la mutation antérieure de sa matrice, le stalinisme russe.

Un réflexe conditionné des débris de la IV^e Internationale et d'autres qui la dédaignent, assigne au stalinisme un rôle opportuniste et réformiste, de collaboration de classe, comparable à celui de Kerensky ou Noske. Erreur grave, car le stalinisme a dirigé politiquement la contre-révolution, l'a mise à exécution avec ses propres armes, ses propres sbires et sa propre police en uniforme et secrète. Il s'est détaché immédiatement comme le parti d'extrême-droite réactionnaire dans la zone rouge, indispensable pour anihiler la révolution. De même qu'en Russie, et bien avant l'Europe de l'Est, la Chine, le Vietnam, etc, le prétendu Parti Communiste a agit comme propriétaire du capital, monopolisé par son Etat. Il est impossible d'imaginer une politique plus définitivement anti-communiste. Loin de collaborer avec les partis républicains bourgeois ou avec le parti socialiste qui avait encore une tournure réformatrice, ce furent ces derniers qui collaborèrent avec lui, apparaissant à sa gauche comme des démocrates traditionnels. Les

uns comme les autres étaient atones et serviles, contemplant l'habileté anti-révolutionnaire consommée d'un parti qu'ils faisaient toujours reconnaître communiste. Mais ils laissaient faire car avec toute leur habileté, ils fléchissaient devant la marée ouvrière.

Comme on l'a vu dans le dernier chapitre de ce livre, le gouvernement Negrin-Staline fut loin d'avoir les caractéristiques d'un de ces gouvernements de gauche démocratico-bourgeois, vacillants entre une révolution à laquelle ils s'opposent et une contre-révolution qu'ils craignent et qui succombent face à la poussée de l'une ou de l'autre. Ce fut un gouvernement très fort, dictatorial, et le premier hors des frontières russes, du nouveau type de contre-révolution capitaliste d'Etat caractéristique du stalinisme. Cette particularité dès avant le Front Populaire, fut mise en évidence pour la première fois en Espagne, et acquis depuis un caractère définitif. Tous les cas postérieurs le confirment de l'Allemagne de l'Est et la Yougoslavie, jusqu'au Vietnam et la Corée. Quel que soit le lieu où ce pseudo-communisme accapare le pouvoir, le prolétariat est ligoté, écrasé s'il résiste, le capital et tous les pouvoirs se fondent dans l'Etat, et la possibilité même de révolution sociale disparaît pour un temps indéfini. Et ce n'est pas le visage hominidé -et non pas le maquillage récent des Carillo, Berlinguer, Marchais et autres, qui va changer ses intérêts fondamentaux, émanant de et coïncidant avec la loi de concentration des capitaux.

Un changement secondaire, mais important aussi et non moins définitif, s'est opéré dans les partis socialistes avec la révolution espagnole. Ils ont cessé de se comporter comme des partis ouvriers réformistes, pour s'intégrer sans réserve à la politique bourgeoise ... ou à celle du capitalisme d'Etat à la russe, selon la pression dominante. Ils continuent à parler de réformes, mais il s'agit de celles qui conviennent le mieux à la survie du système capitaliste, et non de celles que l'authentique réformisme croyait pouvoir lui imposer, législativement, pour arriver évolutivement à la société sans classes en s'économisant la révolution. Le réformisme a donc été réformé par le capital. Léon Blum l'a avalisé en reconnaissant qu'à l'avenir, lui et les siens

ne pourraient être que "de bons gestionnaires des affaires de la bourgeoisie". L'extraordinaire mouvement de la révolution de 1936, en agglutinant la convergence réactionnaire de l'Orient et de l'Occident, précipita aussi ce résultat, qui menaçait depuis 1914.

Quant à la tactique, la révolution espagnole infirme ou dépasse de loin celle de la révolution russe. Ainsi, la revendication d'un gouvernement sans bourgeois, dans le cadre de l'Etat existant, si utile en Russie pour faire enlever le pouvoir aux soviets, n'avait pas de sens en Espagne et aurait eu un effet nul. Il en est de même pour le front unique des révolutionnaires avec les organisations situées immédiatement à leur droite. Les bolchéviques le pratiquèrent, même avec Kerensky à des moments précis, toujours positivement. Mimer cette tactique en Espagne revenait à se jeter dans la gueule du loup et à contribuer à la défaite de la révolution. Ceux qui l'ont fait nous en ont laissé la plus tragique et irréfutable des preuves. C'est que, dès le début, la menace la plus mortelle pour la cause révolutionnaire et pour la vie même de ses défenseurs, provenait du parti stalinien ; les autres ne furent que des collaborateurs de second plan.

Le mot d'ordre "contrôle ouvrier de la production", encore en vogue parmi les gauchistes attardés, s'avéra très dépassé par les faits révolutionnaires, eux-mêmes principale source de conscience. Sans transition les travailleurs exercèrent la gestion de l'économie à travers les collectivités, bien que leur coordination générale fût obstruée et empêchée, par un Etat capitaliste se reconstituant dans l'ombre avec la participation de la CNT et de l'UGT. Au terme de cette reconstitution, la classe ouvrière fut expropriée et le pacte CNT-UGT qui en résulta fit des deux centrales les piliers d'un capitalisme d'Etat. Mais avant d'y arriver, le contrôle ouvrier de la production (de fait étatico-syndical) fut une manœuvre indispensable pour arracher progressivement la gestion aux travailleurs. C'est un service identiquement rétrograde qu'aurait rendu ce qu'aujourd'hui on appelle autogestion, simple variante du premier en fait. Ce qui apparut de façon plus convainquante encore que dans d'autres pays, c'est l'impossibilité pour le

prolétariat de contrôler l'économie capitaliste sans y être pris comme un rat dans un piège. Si la gestion est le pilier du socialisme, le contrôle (ou l'autogestion) est le dernier recours du capital en danger ou sa première reconquête dans des circonstances comme celles de l'Espagne de 1936.

La répartition des latifundios en petits lots n'a également servi que comme expédiant rétrograde, mesure aussi anachronique de nos jours que le serait la division des grandes industries en de multiples petites fabriques. D'autre part, organiser des Kolkhozes ou leur équivalent chinois, "communautés agraires", c'est imposer une prolétarianisation de la campagne correspondant au capitalisme d'Etat. Ces deux solutions furent dédaignées, également en faveur des collectivités agraires, qui comme celles des industries, réclamaient la suppression du travail salarié et de la production de marchandises, ce que de fait elles entamèrent.

En résumé, de nombreux points de référence qui avaient déterminé la tactique du mouvement révolutionnaire depuis 1917, et même depuis la Commune de Paris, furent dépassés et mis au rencart par la poussée grandiose du prolétariat en 1936. Le dépassement n'exclut pas, bien entendu, la tactique même suivie ou proposée en Espagne pendant les années antérieures. Donc, il faut souligner que ce qui est préconisé dans la première partie de ce livre par rapport à la vieille tactique, fut également annulé par la phase chancelante initiée en 1936. Cela n'en perd pas pour autant sa valeur historique et critique, mais le réutiliser serait pure ineptie conservatrice.

Outre l'aspect tactique, toujours contingent, la révolution en Espagne a mis en évidence des facteurs stratégiques nouveaux, transcendants, appelés à produire des actions de grande envergure et de grande portée. En effet, en deux ans, les syndicats furent reconnus comme co-propriétaires du capital, devenant par là même acheteurs de la force de travail ouvrière. L'enchaînement de l'achat d'avec la vente de cette même force à un capital non encore étatisé, fut définitivement établi. Projection stratégique : pour être en condition de supprimer le capital, les exploités devront détruire les syndicats.

Ce qui concerne la prise du pouvoir politique par les travailleurs est non moins important. Celle-ci était sujette par la théorie et par l'expérience russe de 1917, à la création préalable de nouveaux organismes, là-bas les soviets. La révolution espagnole la libère d'une telle servitude. Les organes ouvriers de pouvoir, les comités-gouvernements, surgirent, non comme condition de l'annihilation de l'Etat capitaliste, mais comme sa conséquence immédiate. Le résultat de la bataille du 19 juillet, irréfutable comme aucune définition théorique ne l'est, posa dans l'histoire cette nouvelle possibilité stratégique.

Comment et pourquoi les innombrables comités-gouvernements ne réussirent-ils pas à s'unir en une entité suprême est dit dans ce livre à l'endroit qui y correspond. La portée mondiale d'une telle action d'éclat n'en diminue pas pour autant.

L'apport stratégique du prolétariat espagnol à la révolution en général, sans limites de frontières ou de continents, est décisif dans le domaine économique. Voici quel est-il, brièvement : pour aussi ouvrières que soient ses structures de la base au sommet, l'Etat les détruit s'il devient propriétaire des instruments de production. Ce qu'il organise dans ce cas, c'est le monopole totalitaire du capital et d'aucune façon le socialisme. Ceci corrobore et explique ce qui est advenu en Russie après la prise du pouvoir par les soviets.

Ce monopole est synthétisé par la nationalisation de l'économie qui trompe tant parce qu'elle exproprie la bourgeoisie et les trusts. Ce n'est pas l'expropriation du capital que produit une telle mesure, mais un réajustement de ce dernier, accomplissement parfait de la loi de concentration des capitaux inhérente au système. Qu'elle soit atteinte par évolution ou par convulsion, et même par la lutte armée, ne change rien au résultat. Nous pouvons affirmer sans erreur possible, que là où le prolétariat s'appropriera l'économie ou sera en train de la faire, tous les faussaires postuleront la nationalisation, comme cela s'est passé en Espagne. Et les tendances qui ferment les yeux devant un témoignage historique aussi clair se condamnent à être à la traîne d'odieux régimes capi-

talistes (Russie, Chine, etc) ou bien à devenir elle-mêmes exploiteuses si par hasard le pouvoir leur tombait entre les mains.

Une généralisation théorique importante se déduit de ces expériences sociales aussi profondes qu'indélébiles: la révolution démocratique dans les pays arriérés est aussi irréalisable par la bourgeoisie que par le prolétariat en tant que révolution permanente. Les conditions économiques du monde, les exigences vitales des masses exploitées, en plus de la putréfaction du capitalisme comme type de civilisation, par-dessus le marché, font de toutes mesures non socialistes des mesures réactionnaires.

Ce dont la classe ouvrière a besoin dans n'importe quel pays, c'est d'ériger une barrière infranchissable, un obstacle social qui l'empêche d'être obligée de se vendre au capital par "contrat libre", elle et sa progéniture, jusqu'à l'esclavage et la mort" (Marx).

Il lui faut pouvoir disposer à sa guise de toute la richesse, instruments de travail et plus-value, aujourd'hui propriété du capital, et établir comme premier droit de l'homme, le droit de vivre, travailler et réaliser sa personnalité sans vendre ses facultés de travail manuel ou intellectuel. Ainsi la société entrera en possession d'elle-même, sans contradiction avec ses composants individuels, les classes disparaîtront ainsi que l'aliénation qui, à des degrés divers, comprime ou fausse les personnes.

juin 1977

G.Munis.

Le texte ici présenté a été amplifié par rapport à celui que "le prolétaire" a critiqué. Néanmoins, aucun changement essentiel n'a été effectué et les thèmes et conceptions critiqués à l'époque sont tout à fait identiques.



Journées de mai 1937 à Barcelone

LA DIVINE COLERE DU "PROLETAIRE"

Le périodique qui se pare d'un tel titre est l'organe du bordiguisme (que disons nous là !) du parti historique du prolétariat international, en France; plus encore, il est le gardien du "programme communiste". A ce titre, alors qu'il nous observait (du coin de l'oeil) avec une certaine tolérance, sa patience s'est émoussée, et sans pouvoir résister davantage, il nous lance les injures qu'exige sa fonction. Et ce n'est pas parce qu'elle est auto-décernée que cette fonction en est moins celle d'une sentinelle, loin de là. Nous devons donc accourir à ses ordres et tenter de nous excuser comme lorsqu'un agent de la circulation surprend quelqu'un à traverser hors des passages cloutés. Que nos camarades et amis nous pardonnent cette lecture. C'est un cas de force majeure.

La goutte qui fait déborder la colère du gardien est le texte "Réaffirmation" publié en appendice de l'édition fac-similé de l'ouvrage de Munis: "Jalones de derrota, promesa de victoria", reproduit dans le numéro 21 (2° série, 1972) de Alarma. "Le prolétaire" consacre trois-quarts de page (n° 139 nov-déc 72) à nous éreinter. Nous aurions eu le temps d'inclure une réplique dans le numéro d'Alarma du 1^{er} trimestre de cette année, mais nous élaborions alors un article où nous voulions traiter du Parti Historique et de son centralisme organique et nous avons préféré ne pas lire l'attaque du gardien avant de l'avoir achevée afin que celle-ci n'influe pas sur notre critère.

Première phrase de son texte, première déformation: "Le groupe hispano-français. Fomento Obrero Revolucionario"... Non gardien, tu parles à la légère et sans savoir. Bien qu'avant de mourir Benjamin Péret y milita, le F.O.R n'a rien de français, et si tel n'était pas le cas, se taire serait une obligation élémentaire afin d'éviter que ceux qui ne doivent pas savoir le sachent, sinon tu mériterais un qualificatif pire que celui de gardien!

Quelques lignes plus loin afin de nous situer politiquement il prétend qu'en Espagne" Munis et quelques trotkistes "orthodoxes" ont formé la gauche du POUM avant d'être expulsés en avril 37, qu'ils établirent des relations avec des libertaires de gauche, "les amis de Durruti", etc. Nouvelles déformations, quatre et dans l'ordre: Munis

n'a jamais été au POUM, il n'a donc pu ni en être expulsé, ni constituer une fraction de gauche en son sein, et les "relations" du trotkyste d'alors avec les amis de Durruti s'établirent fusil en main dans la lutte contre le stalinisme, non en avril, mais lors de l'insurrection de mai 1937. Espérons que le gardien ne le prendra pas à mal.

Cette manière d'informer sur nous ne peut venir que de ce que certains anarchistes, qui confondent le POUM avec le trotkysme, ont dit, et de la revue Autogestion et Socialisme qui boit à la même source. Peu importe, le but du "Prolétaire" est de préparer le terrain pour démontrer, quelques paragraphes plus loin et de façon non moins inexacte, nos relations idéologiques... avec Proudhon. Nous y arriverons. Continuons maintenant.

Le deuxième paragraphe laisse voire l'effilure de l'article par la tergiversation suivante: la réaffirmation de Munis "mérite quelques lignes de commentaire pour montrer que "le dépassement du trotskysme" par ces éléments (1) équivaut à tomber purement et simplement dans un anti-bolchévisme anarchisant et spontanéiste, concordance avec le soit-disant "communisme de gauche" du prétendu "marxisme européen" qu'illustrent Gorter, Pannekoek et autres Korsch".

Voilà une phrase creuse qui illustre la désinvolture du "Parti Historique" pour jeter son mauvais sort, car, ou il n'a pas lu ce que nous avons dit sur la spontanéité et ses dérivés, ou il n'en a que faire. C'est le plus probable, car pour lui il s'agit de confirmer et de reconfirmer sa propriété privée de la révolution. De toute façon, c'est une accusation gratuite, d'écervelé.

Le troisième paragraphe comporte une déformation, vérifiable par qui-conque, même une sentinelle du "Prolétaire", et deux erreurs significatives dans la traduction d'une citation extraite du livre de Munis. Voyons la

falsification : "Munis fait de la révolution (?) espagnole une apologie semblable à celle que l'on peut trouver dans des textes anarchistes comme ceux de Gaston Leval par exemple". Avant de s'aventurer à une telle affirmation, les écrivains du "Prolétaire" ont-ils lu les critiques de l'anarchisme contenues dans "Jalones de derrota, promesa de victoria"? Encore une fois ils passent outre. Quel besoin ont-ils de les lire pour perpétuer leurs gargarismes? Pour notre part, voulant leur faciliter ces exercices, nous leur disons que si par hasard un anarchiste, Laval ou Du Schmurtz, défendait la révolution espagnole pour les mêmes raisons que nous, et avec une critique semblable -ce qui n'est pas le cas- il viserait juste et pour aussi anarchiste qu'il se proclamât, il serait meilleur marxiste, dans ce cas précis tout au moins, que "le Prolétaire". Mais ce que nos détracteurs ne supportent point c'est d'entendre parler de révolution en Espagne. Là est la coïncidence qui motive la déformation antérieure. Nous y reviendrons.

Du flegme maintenant, et voyons la traduction déformée : Munis écrit que la révolution espagnole "projette vers le futur d'importantes modifications tactiques et stratégiques. De sorte que dans le domaine de la pensée seules de méprisables imitations de théorie peuvent être élaborées, si on fait abstraction de la contribution de la révolution espagnole, précisément dans les aspects où elle contraste, en la dépassant ou en la niant, avec la contribution de la révolution russe". Le texte en espagnol dit à dessein : dans les aspects où... La version du gardien transforme la partie en tout. Nous tirerions donc un trait sur la révolution russe, c'est ce que le gardien doit montrer, et c'est ce qu'il réitère plus loin avec des recours polémiques d'une qualité plus piteuse encore.

L'autre erreur fait retomber la déformation de la traduction sur la tête des auteurs de l'article. Là où le texte espagnol parle "d'imitation de théorie", ils écrivent "parodie de doctrine". A ce stade, et pour aussi dépositaires du programme communiste qu'ils pensent être, ils n'ont pas l'air de s'être aperçu qu'un des fondements principaux de ce programme est le refus de toute doctrine. Certes ils ne nous accusent pas d'être des doctrinaires. Ils le sont jusqu'à la moëlle. Le mot leur

vient tout seul à la bouche, tout comme le doctrinarisme s'échappe sans cesse de tous leurs pores.

Le quatrième paragraphe nous endoctrine -c'est le cas de le dire- sur ce qui doit être compris par structures et superstructures. Le texte incriminé, et de façon plus détaillée, le livre "Jalones" se réfère à la destruction par le prolétariat, des structures de la société capitaliste sur le plan économique, politique et juridique. Ce qui est politique et juridique, nous souffle ironiquement le gardien, correspond aux superstructures. Demandons-lui : le gouvernement bourgeois et sa machine gouvernementale, l'armée et la police, les tribunaux et la caste cléricale si puissante en Espagne, aussi ? C'est à tout cela que correspondent les superstructures dont ne parle pas "Réaffirmation". Tout de suite après, le gardien nous assène une autre petite leçon, encore plus déplacée, sur les rapports marchands au sein du capitalisme, par opposition aux rapports juridiques qui au sein de féodalisme liaient les personnes entre elles, comme si nous avions dit que la révolution espagnole avait établi de nouveaux rapports juridiques. Ce qu'elle créa, ce furent des tribunaux propres, qui jugeaient selon leur avis, sans tenir compte de l'ancienne superstructure -le terme est maintenant approprié- juridique du capitalisme, sans que formellement cette dernière ait été abolie. Disons à notre gardien, même s'il passe outre, que ce sont précisément les rapports marchands qui obligent les ventres vides à se vendre au capital pour un salaire, et les organismes étatiques, qui subirent le plus grand dommage. Mais l'ébranlement n'a pas eu lieu suivant le schéma qu'il a et que beaucoup d'autres ont dans leur tête, et pour qui les bordiguistes éprouvent un mépris que leurs propres positions ne justifient pas. Désire-t'on une meilleure preuve de leur inexistence ?

Observez maintenant son explication de la révolution russe : "il est vrai que sur le plan économique, la révolution russe n'a jamais dépassé le stade bourgeois, parceque précisément elle a du instaurer le capitalisme à travers les nationalisations (1) comme représentation de sa phase initiale, celle de l'accumulation primitive, et non de la phase finale du capital monopoliste.

Elle fut permanente (au sens de Marx), car s'il est vrai qu'elle fut bourgeoise sur le plan économique, elle fut réalisée par le prolétariat dans la perspective d'une révolution internationale. Politiquement la dictature du Parti bolchévique (malgré les obstacles causés par les bonnes relations avec la paysannerie) l'a stigmatisé comme épisode de la révolution prolétarienne mondiale, seule susceptible d'être victorieuse. Les bolchéviques n'ont jamais pensé (et pour les staliniens ce ne fut qu'un thème de propagande) sauter ou plus encore "abattre" le capitalisme uniquement dans la Russie pré-capitaliste. Le petit jeu de Munis inspiré par Pannekoek, est clair: présenter la révolution bolchévique comme une révolution bourgeoise y compris au niveau politique, afin de la liquider. Alors le stalinisme, au lieu d'être le produit du reflux de la révolution internationale (produit qui à son tour n'a un effet contre-révolutionnaire que sur le plan politique) devient un phénomène aberrant, une monstruosité de l'histoire (ou mieux le "châtiment" des bolchéviques pour leur incapacité à détruire un capital inexistant) et contre toute réalité historique on parle "d'urgence de la révolution".

"Le prolétaire" gardien veut sinon inconsciemment tout au moins par ignorance impardonnable en affirmant que pour nous la révolution russe est bourgeoise en tout et pour tout. "Le petit jeu" en question, auquel s'ajoute une incohérence manifeste, est le sien! En effet quand nous écrivons qu'en 1917 il y a eu révolution permanente ou démocratico-bourgeoise réalisée par le prolétariat en vue de la révolution mondiale, nous affirmons implicitement (et nous l'avons dit explicitement) qu'elle ne fut bourgeoise sur aucun plan, que les pédants s'informent. Car pour être bourgeoise une révolution doit développer les structures et les superstructures (le droit dans tous ses aspects) de la classe bourgeoise, classe qui se distingue principalement et exclusivement par la propriété des moyens de production sans laquelle ni elle ni sa révolution ne peuvent exister. Donc, lorsque nous parlons de la mort de la révolution russe, nous entendons, c'est clair, la perspective socialiste et la révolution démocratique. Ce qui meurt c'est ce que précisément avait été réalisé, la révolution permanente. L'interprétation biscornue du gardien de "Programme communiste" est très différente.

Selon leur entendement - analysez la citation antérieure - la révolution a du instaurer le capitalisme par les étatisations qui représentent non la phase finale du capital monopoliste mais sa phase d'accumulation primitive. Cette affirmation suffit pour conclure à une révolution bourgeoise et rien que bourgeoise réalisée par la "dictature du parti bolchévique"; Pannekoek ne prétend pas autre chose et le dit avec plus de logique, bien que sans raison. De fait, sur ce point, le bordiguisme se situe plus en arrière que Pannekoek s'embourbant dans l'accumulation primitive qui dans l'évolution historique se situe bien avant la possibilité même de révolution bourgeoise...

Le brouillamini est presque inextricable. Pour commencer on nous dit que les bolchéviques instaurent délibérément l'accumulation primitive du capital par les nationalisations, ce qui, dans le domaine économique, constitue une révolution bourgeoise. Ensuite que la dictature des bolchéviques représentait un épisode de la révolution mondiale, une révolution prolétarienne dans le domaine politique en somme. Quelques lignes plus loin, que la Russie se trouvait à un stade pré-capitaliste et que par conséquent les bolchéviques ne pouvaient détruire "un capital inexistant". Mais alors, dans de telles conditions, non seulement la révolution prolétarienne mais aussi la révolution bourgeoise elle-même devient impossible à moins de croire que l'histoire est façonnée par quelques génies indépendamment des conditions matérielles. Il n'y avait pas de capital, ensuite les bolchéviques doivent le sortir de leur manche afin de le nationaliser. Que nationalisaient-ils sinon? Et d'où sort dans ce cas un prolétariat russe si familiarisé en matière révolutionnaire, qui instaure sa dictature et prend les devants de la révolution mondiale? Inspiration et intérêts du prolétariat mondial?

La ligue "communiste" dit cela pour pouvoir parler "d'une authentique révolution prolétarienne en Chine". Les parentés politiques existent, bien qu'elles soient exécrées de part et d'autre. Si ce n'est ainsi, mystère! En fin de compte que fait ce prolétariat russe ou ce parti bolchévique sans prolétariat? Ils se mettent à réaliser... l'accumulation primitive du capital. En premier lieu il agit politiquement avant d'exister et ensuite il s'auto-engendre économiquement, vu que son apparition comme classe est parallèle à l'accumulation élargie du capital. S'agissant des bolchéviques sans prolétariat ceux-ci se mettent à réaliser l'opération la plus immonde de l'histoire du capitalisme. Que le gardien alerte du programme communiste se le dise! Pour notre par, sans mentionner d'autres incohéren-

ces, nous déclarons qu'une semblable interprétation du grand Octobre est insensée et dénigrante pour tous ses protagonistes, bolchéviques en tête.

Si la révolution permanente a pu avoir un sens (dans la conception de Marx, pour ne pas sortir du terrain clôturé par nos détracteurs) c'est celui d'un soulèvement ou d'une révolution qui, commençant par détruire en Russie la machine politique et économique du tzarisme, déchaînerait la révolution communiste dans l'Europe industrialisée, et permettrait en Russie la connexion avec cette dernière. Il ne pouvait venir à l'idée de Marx que le faible prolétariat russe d'alors puisse se consacrer, même si la révolution européenne échouait, à s'exploiter et à se martyriser lui-même afin d'accumuler un capital initial, tâche que nos gardiens attribuent aux bolchéviques.

L'entreprise impétueuse des bolchéviques fut celle qu'indiquait Marx. Il est faux de prétendre que le communisme de guerre ne fut qu'un expédient "de ville assiégée". Ce fut aussi le commencement rudimentaire et dans des conditions extrêmement pauvres de la suppression des relations économiques capitalistes. Trotsky le rappelle dans "d'Octobre rouge à mon bannissement". C'est, au contraire, le capitalisme d'Etat imaginé ensuite par Lénine qui voulait être, à travers le pouvoir effectif des soviets, un expédient d'un pays révolutionnaire assiégé, en attendant que le prolétariat européen balaie le siège. Ces deux faits se sont faufilés devant "Le prolétaire" gardien sans qu'il ne les voit, car semble-t-il, d'après sa compréhension, il est exclu qu'un pays arriéré puisse aborder la révolution communiste sans passer par l'accumulation élargie du capital jusqu'à sa phase monopoliste. Ainsi, soit dit en passant, il gratifie comme positive l'action contre-révolutionnaire du stalinisme. Qu'a fait ce dernier, selon son critère, sinon prolonger l'accumulation qu'il endosse aux bolchéviques en tant qu'objectif délibéré et même scientifique, avant même le recul de la révolution européenne ! Ainsi alors qu'il nous accuse faussement de dire que la révolution en question fut bourgeoise tant politiquement qu'économiquement, il voit dans le stalinisme la continuité économique du bolchévisme, l'accomplissement de la révolution bourgeoise jusqu'à sa phase monopoliste. Contre-révolution politique, oui, mais révolution économique. A quelle sauce ça se mange, gardien ?

De toute façon, malgré son analyse bancale, le bordiguisme admet que la base du

stalinisme en Russie c'est le capitalisme d'Etat. Mais, sans s'apercevoir de la contradiction, il soutient qu'en France, en Italie, en Espagne etc. et bien entendu en 1936 en Espagne, la pratique du stalinisme est de nature réformiste, opportuniste, révisionniste. Cela lui donne l'occasion de nous cribler une fois de plus dans les paragraphes 6 et 7, car nous le nions. Observez avec quelle rigueur et quelle scrupulosité critique il le fait :

Selon Munis, en Espagne le stalinisme " n'a pas joué le rôle d'auxiliaire de la bourgeoisie, d'un Kerensky ou d'un Noske (fin de la citation de Munis, le gardien continue comme suit), mais a réalisé la contre-révolution en soi. Pourquoi ? Evidemment par "appétit du pouvoir", pour faire sa révolution totalitaire..."

Les lecteurs du "Prolétaire" peuvent ainsi être convaincus de notre sottise, sans savoir que ne nous appartenant ni l'entre-guillet "appétit du pouvoir" ni les mots, pour faire sa révolution totalitaire. L'un et les autres sont pure invention introduite par le gardien soupçonneux. Oui nous avons dit et nous soutenons que le stalinisme a fait la contre-révolution en Espagne, mais non en soi, pour soi. Que le gardien nous dise si le stalinisme en Russie a trouvé son impulsion contre-révolutionnaire dans "l'appétit du pouvoir" ou dans le pouvoir maximum que représentent l'us et l'abus de la plus-value. Et en Chine, et en Allemagne, et en Pologne etc... jusque dans la petite Cuba.

En fin de compte -ajoute le gardien- les staliniens furent ceux qui "ont joué leur rôle d'imbéciles utiles" avant d'être liquidés en 1939 par la junte de Casado. Il n'est pas au courant, ou ne veut pas l'être, que Casado et Miaja étaient des hommes du stalinisme, et que le coup de la junte leur fut suggéré par Négrin en personne, avec le consentement de ses guides, les leaders staliniens ; il n'est pas au courant du fait que le parti stalinien à Madrid appela à ne pas s'opposer à la junte, et encore moins du fait que la victoire de Franco était décidée à Moscou qui abandonnait le terrain à Franco-Hitler-Mussolini, comme gage déjà du maudit pacte Hitler-Staline.

"Le prolétaire" fait pire encore sur l'autel de la doctrine autour duquel il monte la garde. Selon lui, ce sont les staliniens qui furent liquidés. Qu'il y en ait eu certains c'est sûr, mais en défendant quoi, gardien ? Depuis 1938 la police c'était le stalinisme. Par contre "Le prolétaire" n'a que paroles méprisantes pour les comités-

gouvernement qui non seulement, selon lui, défendaient la république bourgeoise, mais en plus laissaient "qu'une croix soit tirée" sur les transformations révolutionnaires (pour lui inexistantes). Rappelez-vous que le stalinisme a également nié l'existence d'une révolution prolétarienne, qu'il a accusé les expropriations de vols, les milices ouvrières de tribus sauvages, et que lorsqu'il a reconstitué la police (sa police) avec des armes russes il réclama : A bas les comités, tout le pouvoir au gouvernement, ceux qui veulent faire la révolution sociale ou en parlent, sont des agents de Franco ; d'autres perles de cet acabit pourraient être énoncées. Nous les offrons à votre digestion, propriétaire du "programme". Nous aimerions savoir comment vous vous arrangez pour accommoder tout cela à votre doctrine.

Nous en étions restés au fait que les Comités-gouvernement abandonnèrent facilement ! On n'en croit pas ses propres yeux. Des centaines de luttes des comités, des groupes ouvriers et des miliciens contre le pouvoir officiel, souvent contre le stalinisme directement, luttes dont la plupart étaient armées, une d'entre elles durant plusieurs jours pour la domination de la frontière avec la France aux mains des comités. Bagatelles que cela, a décrété la doctrine depuis 1936. Il y a mieux encore, une insurrection prolétarienne contre la réaction stalino-capitaliste. Plus de mille morts au combat, des centaines, des milliers d'assassinés par la suite : "On trouvait les révolutionnaires assassinés (par le stalinisme, gardien de ton nombril !) dans les bas-côtés de la route en plus grand nombre qu'en zone franquiste" (Irujo dixit, et les morts parlent). Et pour comble, des procès genre Moscou, parmi lesquels celui du POUM et le nôtre.

Mais ces faits, relatés dans Jalones et dans d'autres livres, ne sont rien d'autre qu'épisodes risibles de la "clownesque république espagnole", qui, en somme, "reçu ce qu'elle méritait" de la part de Franco.

Après une telle rétorsion d'événements historiques vérifiables par quiconque, il est à peine vain d'indiquer que les accusations de remâcher le proudhonisme, l'anarchisme etc. sont basées sur des rétorsions du bref texte "Réaffirmation" et sur l'ignorance complète de ce qui est dit dans "Jalones", sans que ne manquent, comme avant des mots entre-guillemet étrangers à notre plume. Le sommet de la rétorsion est atteint par "leProlétaire" lorsqu'il met au rencart une citation de Marx transcrite dans

"réaffirmation", car évidemment elle ne cadre pas avec sa doctrine. Une seule chose certaine nous est dit, à savoir que pour conserver les conquêtes révolutionnaires il faut prendre le pouvoir. Mais si le gardien ou sa relève s'étaient pris la peine, non de lire ce serait trop leur en demander, mais de feuilleter le livre en question, ils seraient tombés sans difficulté sur quelques pages où ce lieu commun plus que centenaire est affirmé. Pour être plus précis, dans le chapitre "la propriété" par rapport à laquelle de façon irresponsable, calomnieuse et mensongère, "Le prolétaire" nous taxe de proudhonisme. En effet, c'est dit dans réaffirmation avec des mots de Marx, la classe ouvrière doit "ériger une barrière infranchissable, un obstacle social, qui l'empêche de devoir se vendre au capital par "contrat libre elle et sa progéniture jusqu'à l'esclavage et la mort". Ensuite c'est Munis qui parle : "Il doit disposer, à volonté de toute la richesse sociale qui constitue aujourd'hui la plus-value du capital... L'article du gardien reprend ceci mais a censuré les mots de Marx. Evidemment afin de pouvoir écrire ensuite (paragraphe 10 de l'article) en se référant à Munis et en posant un lapin à Marx : "Mais comment réaliser tout cela ? Rien de plus facile : il suffit de "mettre entre parenthèse" la période de transition avec ses mesures despotiques graduelles...". Le gardien sévère n'a pas inventé les mots mettre entre parenthèse la période de transition, mais ainsi utilisés il fait croire mensongèrement à ses lecteurs qu'elles sont nôtres. De plus dans son article il y a quelque chose de supprimé ; la citation de Marx, la barrière infranchissable, l'obstacle social qui empêchera le prolétariat de devoir se vendre au capital. On ne peut que conclure que celle-là ne rentre pas dans "les mesures despotiques graduelles" que le parti historique cogite pour l'après immédiat de la révolution. Dans notre conception, au contraire c'est la plus importante des impositions de la dictature du prolétariat, et sans elle il n'y aura jamais de période de transition au communisme. C'est là qu'elle s'initie nécessairement. Que nos contradicteurs nous disent tout au moins, qui va administrer l'actuelle plus-value et quand s'élèvera le célèbre obstacle social. Nous sommes tout ouïe.

Comme on voit, démêler est beaucoup plus laborieux qu'emmêler, et de surcroît c'est un travail très ennuyeux. Sans plus nous préoccuper d'autres embrouillements et tergiversations, donnons à savourer le paragra-

phe le plus sentencieux du gardien :

"Répétons le , si c'est cela le "dépassement " du trotskisme, le remède est de beaucoup, pire que la maladie. Et en l'an de grâce 1972 on ne peut plus parler de "maladie infantile", extrémiste. Ce qui apparaît, à nos yeux est bien plus un cadre d'involution sénile opportuniste, qui répète les lieux communs de l'infantilisme pré-marxiste proudhonien". Ce qu'avait à dire de nous "Le prolétaire" était déjà contenu dans le titre de son article : "Maladie infantile ou radotage sénil ?" Des appréciations d'un tel acabit nous les laissons au jugement de tiers personnes à moins de répondre à la marchande de poissons avec des paroles de marchande de poissons.

Après ce qui a été dit, nous terminons en renvoyant la balle au sévère gardien du "programme communiste". D'entrée dans son article le gardien lâche ses chiens contre nous : "Fomento Obrero Revolucionario est devenu célèbre (à la manière d'Erostrate) par un texte intitulé -excusez du peu- pour un second manifeste communiste-".

1) Nous omettons ici une parenthèse du "Prolétaire", grimace bienveillante pour le passé de ces éléments que nous sommes. C'est superflu.

2) Souligné par nous, le reste est souligné par le "Prolétaire".

Traduit de ALARMA seconde série n°25, 2ème trimestre 1973.

Pour contacter le "Prolétaire" écrire à :
PCI, c/o Valentini, 7 rue de la forêt noire
67 000 Strasbourg.



"Nous verrons comment la Critique critique religieuse construit le dogme d'une situation, où l'une des antithèses, "la Critique", finit, comme seule vérité, par triompher de l'autre, "la Masse". Et Proudhon s'est rendu d'autant plus coupable de voir dans la Justice de Masse un absolu, un dieu de l'histoire, que la juste Critique s'est expressément réservée à elle-même le rôle de cet absolu, de ce dieu de l'histoire."

K. MARX. La Sainte Famille.
(la Pleïade, t.III p.457)

REPONSE A "JALON"

La revue "Jalon" consacre entièrement son supplément n°3,4 à notre organisation. Une fois n'est pas coutume, un groupe se revendiquant en droite ligne des fractions de gauche de l'internationale communiste se risque de façon cohérente et fraternelle à souligner, sans déformer leurs positions, l'apport important d'un point de vue révolutionnaire et internationaliste des membres créateurs de la IVe Internationale ayant rompu avec cette dernière. Ne voulant pas jeter plus de fleurs qu'il n'en faut, nous aborderons la critique de la critique qui nous a été faite. Nous passerons donc sur tous les aspects élogieux afin d'aborder d'emblée les points polémiques de son texte.

. Quelle révolution pour l'avenir .

Sur ce thème apparaît la première divergence sérieuse qui comme nous le verrons n'est pas sans rapport avec la deuxième relative au mouvement ouvrier en Espagne dans les années 30. Après avoir reconnu la justesse du chapitre de "pour un second manifeste communiste" intitulé "les tâches de notre époque" vous soulignez que seule la victoire mondiale du prolétariat ouvrira la véritable période de transition du capitalisme au communisme. Géographiquement la dictature du prolétariat ne pourrait pas d'après vous résorber le chômage, réduire les heures de travail, élever le niveau de l'ensemble de la population travaillante, et encore moins évidemment foutre les armes au rebut, licencier les armées, la police, et les parasites de toutes natures. La période de transition qui ne s'ouvrirait qu'après la prise du pouvoir par le prolétariat au niveau mondial doit appliquer le "un pour tous, tous pour un" dès le début sans quoi la société se dirigerait non vers le communisme, mais vers le capitalisme d'Etat.

A notre avis la période de transition intervient un peu tard dans votre spéculation théorique. En effet le danger d'un capitalisme d'Etat et par conséquent l'échec de la révolution existent depuis le début. Le mouvement révolutionnaire, si mouvement il y a, doit éviter ce danger comme la peste, et se garder de reproduire ce qui s'avère être une erreur de la part des bolcheviques même si leur étatisation du capital n'était qu'une mesure sujète pour être dépassée, à l'attente de l'extension de la révolution en Europe et dans le monde (le célèbre état bourgeois sans bourgeoisie de Lenine).

Sans prétendre prévoir à coup sûr et par avance toutes les mesures qui pourront être prise, nous affirmons que la dictature du prolétariat là où elle s'initiera devra s'attaquer à la base économique du capital, le salariat, sans quoi pour aussi ouvrier qu'il le prétende, l'Etat moyennant une bureaucratie thermidorienne administrera le capital grâce à une exploitation forcennée d'un prolétariat qui se sera soulevé pour rien. Et qu'on ne vienne pas nous dire que le socialisme est impossible dans un seul pays. Non seulement nous le savons, mais ce fait indéniable n'est pas en contradiction avec ce que nous défendons. En effet, un Etat ouvrier, ne peut de toutes manières se maintenir si la révolution internationale n'éclate pas, donc, le socialisme ne peut être établi dans un seul pays, et cela quelque soit la nature de la révolution (politique ou sociale). Ajoutons à cela qu'un pouvoir ne peut être vraiment ouvrier que si le prolétariat agit en tant que force indépendante contre tout ce qui représente l'exploitation de l'homme par l'homme, et donc contre le capitalisme en tant que système social. Les conditions objectives pour le communisme étant plus qu'amplement présentes à l'échelle planétaire nous ne voyons pas ce qu'un mouvement subversif pourrait faire d'autre. De plus cette vision politique de la révolution partagée par l'extrême gauche et la plupart de ce qui est appelé l'ultra-gauche est une vision bourgeoise de la prise du pouvoir. En effet la bourgeoisie qui nécessitait les rênes de l'Etat pour assoir sa domination avait déjà en grande partie entre ses mains le pouvoir économique et culturel avant sa révolution et une masse exploitable à sa disposition. Le prolétariat n'a rien de tout cela et sa révolution se distingue des précédentes en ce qu'elle ne peut avoir comme objet que l'élimination de son propre Etat, des classes elles-mêmes et de l'exploitation.

. La question espagnole

Dans la plus pure tradition gauche italienne, "Jalon", en reconnaissant cependant plus nettement le combat de la classe ouvrière en Espagne, nie le facteur révolutionnaire de ce mouvement. Comme les deux articles précédents abordent amplement la question nous essaierons de ne pas aligner les mêmes arguments mais d'insister un peu plus sur certains aspects qui y sont moins développés.

Pour comprendre ces négateurs de la révolution en Espagne trois de leurs préjugés

doivent d'emblée être mis en relief ; le cours historique à la guerre, leur vision politique de la révolution et l'absence du Parti de classe.

En effet, indépendamment de ce qui s'est réellement passé en Espagne ils estiment qu'après 1923 le prolétariat est mondialement vaincu et que le cours historique est à la guerre. Ce qui s'est passé en Espagne serait donc les prémisses de la seconde boucherie mondiale où deux forces capitalistes s'affrontaient et où le prolétariat sert de chair à canon. La citation dans Jalon de la revue Octobre (avril 38) abonde dans ce sens mais ne prouve absolument rien par elle-même. Puisque c'est une guerre impérialiste qui se déroule en Espagne il faut appliquer le défaitisme révolutionnaire en retournant ses armes contre sa propre bourgeoisie. Mais ni la citation, ni l'article n'expliquent en quoi ce qui se passa en Espagne fut d'entrée une guerre impérialiste. Au contraire l'article de Jalon reconnaît "la grève insurrectionnelle de masse initiale" quoi que cette dernière ait dès le départ été dévoyée pour se transformer en affrontement fratricide. Non camarades de Jalon, une insurrection ouvrière spontanée qui pulvérise dans les 4/5 du pays, armée, clergé, phalange, qui exproprie, qui collectivise, ne peut être considérée comme un front capitaliste qui s'affronterait à un autre front capitaliste, même si de nombreuses organisations dites ouvrières réussissent en fin de compte à tuer la révolution en Espagne grâce à tout le poids du pouvoir contre-révolutionnaire de Moscou. Il n'y a pas eu révolution en Espagne alors que le fer de lance de la réaction (le P"CE) s'évertuait à proclamer mitrailleuse en main : " ceux qui parlent de révolution sont des agents de Franco ; les expropriateurs sont des voleurs ; les milices ouvrières des tribus de sauvage ; ici il n'y a même pas de guerre civile, mais une invasion de Hitler et de Mussolini". C'est précisément le gouvernement stalinien de Negrin qui liquidera définitivement la révolution, oeuvre largement entamée, soyons justes, par le gouvernement de Largo Caballero. Ce dernier grâce à l'appui de la CNT et du POUM initia la destruction ou la soumission des Comités-gouvernement, le désarmement des masses, l'expropriation du prolétariat par la nationalisation, la reconstitution des corps coercitifs et des tribunaux capitalistes, la reconstitution de l'ancienne armée. S'il a fallu qu'ils fassent tout cela avant de permettre la victoire de la soldatesque franquiste c'est qu'il s'était passé autre chose qu'une guerre impérialiste sur le sol national espagnol,

nom de Dieu ! La deuxième guerre mondiale qui se préparait effectivement, n'eut lieu qu'après écrasement d'une révolution naissante qui aurait pu enflammer le prolétariat européen et mondial en cas de victoire complète et par là même éviter la guerre.

Mais, et nous en venons au deuxième préjugé, comme il n'y a pas une prise du pouvoir centralisé par le prolétariat, il n'y a pas eu révolution en Espagne. S'il est vrai qu'il n'y a pas eu centralisation du pouvoir, il y a tout de même eu pouvoir ouvrier. Avant que le mouvement prolétarien en Espagne reçoive le coup décisif après les journées de mai 37 à Barcelone tout passait par les milices et les comités-gouvernement. L'ancienne autorité (Generalitat) non détruite formellement par une stupidité anarchisante l'était virtuellement. Cette non concrétisation de la victoire ouvrière permettra en effet la reconstitution de l'Etat capitaliste et l'anéantissement complet de la révolution. Cela nous ne l'avons jamais nié. Mais pour qu'il se reconstruise encore faut-il qu'il ait été anéanti. La défaite du prolétariat en Espagne affirme définitivement la nécessité impérieuse de la dictature du prolétariat sans demi teinte. Mais cela ne peut aucunement mettre au second plan ou faire disparaître les réalisations sociales prolétariennes infirmant ou dépassant ce qui avait été réalisé pendant la révolution en Russie (cf les deux articles précédents).

Nous en arrivons maintenant au dernier préjugé. En Espagne il n'y avait pas le Parti de classe et le programme de la révolution. Mais il y avait une classe qui s'attaquait à la base même de son exploitation après avoir fait échouer par son insurrection (non organisée par le front populaire disposé à capituler) le pronunciamiento de Mola/Franco. Quand la classe montre dans les faits ce dont elle est capable les tenants du parti deus ex machina sans doute trop habitués malgré leurs dires à une classe objet, soit ne reconnaissent pas la classe en tant que sujet de l'histoire, soit s'inventent des justifications pour minimiser ce qui est extrêmement prometteur pour l'avenir. On ne peut oublier que malgré la défaite le prolétariat en Espagne dépasse (36) puis s'affronte (37) à toutes les organisations qui prétendent le représenter. Jalon reconnaît cependant la lutte héroïque des travailleurs de Barcelone qui ont su tracer une frontière de classe contre la CNT/FAI, le POUM et le P"CE. Reconnaître cela c'est reconnaître la profondeur sociale du mouvement ouvrier en Espagne

qui parce qu'il accomplissait une révolution trouvait en face de lui ceux qui précisément voulait l'éviter. Lorsque les ouvriers allaient combattre sur le front ils le faisaient avec enthousiasme et au nom du socialisme, c'est pourquoi avant la militarisation capitaliste des milices, le stalinisme lança sa campagne "d'abord la guerre après la révolution". Et nous ne parlons pas de la confusion introduite par Durruti lorsqu'il proclama "nous renonçons à tout sauf à la victoire". Que la révolution ait échoué ce n'est pas une raison pour la nier. Que le mouvement initialement révolutionnaire ait été dévié après écrasement vers une lutte anti-fasciste n'enlève rien à son importance réelle. Car que l'on sache aucune révolution prolétarienne n'a encore vaincu, sans quoi elle se serait étendue et nous n'en serions pas où nous en sommes. Ce n'est pas parce que Marx était convaincu de la défaite de la commune qu'il nia son caractère révolutionnaire. Qui plus est, bien que sceptique il l'appuya de toute sa force depuis Londres où il résidait.

. La crise économique, la conscience révolutionnaire

Vous dites "... se refuser à vouloir étayer la vision de la décadence sur la crise relève du pathos et non d'une analyse marxiste des situations". Afin de ne pas allonger inutilement cet article (cf progressivité, décadence, conditions objectives dans ce même numéro) nous faisons une simple remarque. Pour Jalon comme pour RI dont il provient (pourquoi ne sont-ils pas ensemble, mystère !) le système capitaliste est décadent depuis 1914. La décadence étant irrémédiablement liée à la crise économique de surproduction comment expliquent-ils la gigantesque croissance des forces productives par exemple après la seconde guerre mondiale ? Le capitalisme devenait-il à nouveau progressif ? Les congés payés, la sécurité sociale etc... ne sont-ce point des réformes octroyées par un capitalisme qui en avait les possibilités matérielles ? Le système capitaliste est en décadence parcequ'il ne pourrait plus rien concéder vue l'état lamentable de son économie. Voilà une conception bien bornée et statique de la décadence. Si le capitalisme cède face à un mouvement d'ampleur c'est qu'il en a la possibilité, mais ce afin d'éviter la révolution qui l'exproprierait.

C'est ce que fit le pouvoir réactionnaire front populiste en 36 en France. Et c'est ce que le capitalisme sera capable de faire demain si besoin est. Sans être pharisiens nous vous renvoyons le syllogisme, merci et sans façon !

Cette fameuse crise économique saluée frénétiquement du temps où jalon était encore à RI est miraculeuse. Elle peut produire la guerre, elle peut produire la révolution. Elle peut plus encore. Elle fait retrouver la mémoire à des générations qui n'étaient pas encore nées au moment des événements dont elles sont supposées se souvenir. Car enfin Jalon, vous n'irez pas jusqu'à dire que les minorités révolutionnaires sont suffisamment puissantes pour peser sur la conscience ouvrière aujourd'hui. Or pour le "marxisme" seules des minorités se réapproprient l'histoire du mouvement ouvrier. En tant que défenseurs assidus du Parti de classe vous devriez le savoir. Malheureusement ce parti de classe se cache si bien derrière la crise économique que nul ne peut le voir. Nous persistons donc à croire, ne vous en offusquez pas, que le prolétariat est encore excessivement ignorant de son propre passé de classe révolutionnaire. Les partis et syndicats que vous connaissez aussi bien que nous se chargent encore avec succès qu'il en soit ainsi. Mais nous n'avons jamais stipulé qu'il en sera toujours ainsi. Le prolétariat n'est pas mort et son potentiel révolutionnaire s'affirmera à mesure que les piliers de la contre-révolution s'effriteront. Nous contribuerons passionnément à qu'ils se désagrègent. En grande partie la lutte inter-impérialiste que se livrent les deux grands aide malgré eux à démasquer le mensonge "socialiste" des pays de l'Est. C'est un fait d'une grande importance d'autant plus qu'il s'ajoute à la lutte menée par le prolétariat en Pologne dernièrement malgré les limitations évidentes de celle-ci.

Guerre ou révolution est une constatation que nous avons toujours faite sans jamais laisser entendre qu'il y aurait une troisième voie, celle du triomphe d'un capitalisme d'Etat débarrassé des contradictions inhérentes au système, la crise économique comprise. Dire qu'il y aura une guerre mondiale faute de révolution ne précise pas le moment exacte où elle se produira. En attendant le capitalisme survit et est contraint de se concentrer et de se centraliser. C'est tout ce que nous disons.

Reprendre la phrase de Trotsky : " la crise de l'humanité se résume à la crise de direction révolutionnaire du prolétariat" n'est pas une vision volontariste du Parti. Le parti, et la révolution d'ailleurs, sont effectivement le résultat de l'activité historique de la classe qui les secrètent tous deux. Mais qu'on le veuille ou non, certaines organisations influent à certains moments

plus que d'autres sur l'ensemble d'une classe. Ce que cette ou ces organisations impulseront est d'une extrême importance. La preuve historique de cela est évidente. Lorsque d'aucuns parlent de la révolution russe (toutes tendances confondues, adorateurs comme détracteurs) ce que Trotsky, Lenine ont fait est mis au premier plan au point que l'on peut se demander où est la classe qui les a poussés au pouvoir dans toutes ces démonstrations. Les erreurs de Trotsky ont permis, jusqu'à un certain point seulement la dégénérescence de la IVe internationale. Et ainsi successivement. D'autre part, les expériences servent à quelque chose, lorsque nous parlons de direction révolutionnaire nous ne pensons pas à un appareil dont la fonction de droit divin serait celle de diriger une classe objet incapable de penser par elle-même. La confiance du prolétariat ne se décrète pas, elle se gagne. De plus le manque de perspectives claires (direction) a permis la consolidation du stalinisme, la victoire du capitalisme et par conséquent l'écrasement du prolétariat alors que les conditions objectives étaient et sont suffisamment mûres pour ouvrir la voie à la société communiste.

. La IVe internationale, la gauche communiste internationaliste

Trotsky n'a jamais défendu même critiquement le Front Populaire, ni en Espagne, ni ailleurs. Sa correspondance l'atteste à elle seule, et lorsque Andrade (signataire Poumiste du front populaire) envoya un de ses bouquins dédié à son maître (disait-il) Trotsky, ce dernier lui répondit qu'il n'avait jamais enseigné la trahison politique à personne.

Après avoir affirmé le 22 avril 36 que la révolution socialiste se fera au cours d'une lutte implacable contre "la révolution démocratique", Trotsky 16 mois plus tard aurait dit selon vous: "dans la guerre civile espagnole la question est démocratie ou fascisme". Quelle est votre source ? Pour notre part nous publions ici quelques extraits "Leçon d'Espagne" écrit en décembre 37 (in L. Trotsky, écrits 1928-1940, Tome III page 546, ed IV internationale avril 59)

"Les conditions de la victoire"

1) Les combattants de l'armée révolutionnaire doivent avoir pleine conscience qu'ils se battent pour leur complète émancipation sociale et non pour le rétablissement de l'ancienne forme (démocratique) d'exploitation.

2) La même chose doit être comprise par les

ouvriers et paysans aussi bien à l'arrière de l'armée révolutionnaire qu'à l'arrière de l'armée ennemie.

3) La propagande sur son propre front, sur le front de l'adversaire et à l'arrière des deux armées, doit être complètement imprégnée de l'esprit de la révolution sociale, les mots d'ordre "d'abord la victoire ensuite les réformes", c'est la formule des oppresseurs et exploités à commencer par les rois bibliques et à finir par Staline.

6) De l'armée révolutionnaire doivent être impitoyablement chassés les ennemis de la révolution socialiste, c'est-à-dire les éléments exploités et leurs agents, même s'ils se couvrent du masque de "démocrate", de "socialiste" ou "d'anarchiste".

(FIN DE CITATION)

Seul l'entrisme dans les partis socio-démocrates (que l'on pourrait d'ailleurs examiner cas par cas) est exacte, mais encore vous aurait-il fallu expliquer même en le combattant ce tacticisme de Trotsky. La seule chose que nous affirmons c'est qu'en tant que force internationale la IVe si elle n'avait pas lamentablement capitulé devant la guerre mondiale (chose que Trotsky n'a jamais préconisé malgré ses énormes erreurs politiques (cf programme de transition) aurait pu rectifier ses positions erronées et s'imposer comme force révolutionnaire internationale. Cependant nous ne sommes pas des défenseurs inconditionnels de Trotsky. au contraire. Les initiateurs de notre tendance ont très tôt remis en cause le programme de transition de la IV, et pendant le mouvement en Espagne la conception de révolution permanente que Trotsky voulait lui plaquer. Nous ne défendons pas plus aujourd'hui l'attitude de la III internationale par rapport à la gauche germano-hollandaise que l'attitude de Trotsky par rapport à la gauche communiste internationale.

En effet, malgré de graves erreurs (front unique syndical, se considérer pendant trop longtemps comme fraction du P"C" italien, considérer les P"C" comme des partis opportunistes etc...) la fraction italienne développa il est vrai des positions claires et tranchées notamment sur la guerre, le défaitisme et les fronts anti-fascistes.

Nous n'avons pu développer à fond tous les thèmes que "Jalon" a abordé. Cependant nombre d'entre eux, outre les nombreux textes déjà existants, seront avancés à nouveau dans nos publications futures.

— JALONS: Librairie L'herbe rouge
1 bis rue d'Alésia Paris 14°
— Révolution Internationale
BP581 Paris cedex 01

CRITIQUE DU "B.I.P.R"

Il y a environ un an s'est constitué un nouvel organisme, fruit de la collaboration de deux organisations -la C.W.O et le P.C.I-Battaglia Comunista -: le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire (B.I.P.R), qui édite en tant que tel une revue, la "Revue Communiste" dont le n°1 est paru en avril 1984, comprenant la plate-forme du B.I.P.R. C'est cette plate-forme que nous critiquons ici.

Adresse du B.I.P.R en France : Revue Communiste c/o L'Herbe Rouge
1 BIS rue d'Alésia
75014 PARIS

Le parti communiste n'existant pas en permanence, comme le reconnaît le bureau, il est forcément séparé du prolétariat. Mais l'importance de la séparation aujourd'hui ne vient pas essentiellement d'une simple augmentation de la concentration du capital, mais surtout de la rupture historique qualitative et quantitative qu'a représentée la contre-révolution stalinienne à partir de la Russie. Car ce n'est pas seulement la constitution en capitalisme d'Etat, "forme la plus avancée de la domination capitaliste sur la société" comme l'affirme justement la plate-forme, qui la caractérise, mais aussi et avant-même l'achèvement de sa constitution, ses agissements policiers et militaires contre le prolétariat.

Après que le parti bolchévique ait liquidé les autres tendances révolutionnaires, au nom de l'unicité du parti et de son infaillibilité à diriger le prolétariat, la révolution et surtout l'Etat, la continuation de la même politique au nom de la préservation du pouvoir ouvrier puis du socialisme, va avoir une autre base sociale et économique qui déterminera tout l'impact historique du stalinisme. En effet, avec l'échec de la révolution en Bavière, en Hongrie puis en Allemagne, l'isolement de la Russie va faire saillir tous les traits néfastes jusqu'à plus ou moins gommés par la dynamique révolutionnaire mondiale et l'internationalisme des bolchéviques.

La fixation d'un cadre économique mercantile, après les années de communisme de guerre et de flou du à la chute de la production et aux tentatives de distribution égalitaire, consacrer le vide des soviets et la perte d'initiative du prolétariat dans le mouvement social en Russie.

Ce recul est d'autant plus amplifié qu'il n'y a pas eu d'attaque des rapports de production capitalistes, mais au contraire une exaltation des valeurs productivistes marchandes pour relancer une production exsangue. Or les prolétaires ne font pas la révolution pour survivre comme auparavant et que signifie "travailler pour la révolution" si la hiérarchie, les primes, les amendes, la productivité et la nature de la production ne sont pas soumises à la critique des prolétaires ?

C'est la démoralisation des prolétaires en Russie, ajoutée à l'échec voire l'écrasement de ceux d'Europe, qui a permis à certaines tendances révolutionnaires de théoriser la fin de la vague commencée en 1917. Or cela les a conduit à sous-estimer les mouvements révolutionnaires ultérieurs, pourtant issus du choc initial de 1917, de par son caractère entraînant et de par leur nature. Cette sous-estimation entraîne une autre, à savoir celle de la contre-révolution et de son agent direct et principal : le capitalisme d'Etat développé en Russie.

L'intervention stalinienne, catastrophique pour le prolétariat en Chine (1926-1927), fut dictée directement par les intérêts du capital russe expansionniste pour sa propre accumulation et si malgré ses "savantes" manoeuvres, il a échoué en tant que tel, la défense de ses nécessités et intérêts lui a fait prendre l'exact contre-pied de ceux du prolétariat. L'importance de cette activité répressive lui a sans doute fait prendre conscience de sa nature, d'autant plus que l'échec du mouvement en Chine a eu une répercussion énorme sur l'opposition russe jeunes révolutionnaires et vieux bol-

chéviques, dont l'agitation et l'importance étaient corrélés à l'intensité du mouvement en Chine.

Or c'est le même aspect, mais amplifié cette fois par le solide établissement du stalinisme, que l'on retrouve en Espagne. Par ses troupes (G.P.U, brigades internationales, P."C" espagnol et français), ses procès, ses assassinats de révolutionnaires, le stalinisme a réussi à écraser le mouvement révolutionnaire en Espagne, qui montait depuis 1931, et à transformer la guerre civile en guerre impérialiste. Le contre-coup d'une victoire ouvrière malgré sinon contre un P."C", eut été trop menaçant pour les intérêts de la Russie et de ses partis nationaux (surtout en France) pour qu'elle laisse le mouvement se développer plus.

Or l'appréciation du Stalinisme et de la période de l'entre-deux guerres permet au Bureau d'envisager les P."C" comme des puissances à peu près indépendantes de Moscou et même capables de réellement formuler une politique(*) nationale alors même qu'à chaque épreuve ils ont serré les rangs derrière Moscou, au risque d'y laisser des plumes. D'où sans doute la nouvelle chimère créée par le Bureau, produite par l'accouplement forcé de "national" et "communiste". Il semble bien qu'il ne s'agisse pas d'une boutade et si partout les staliniens sont des chantres de l'économie nationale, on peut tout de même se demander ce que signifient ces "national-communiste" et "national-socialiste".

S'agit-il d'une réminiscence, dans un style "à la manière de" sur les P.C dégénérés à cause d'une direction parasite ? Ou d'un sacrifice aux manes d'Octobre rouge (la trace des origines) ? Ou d'un amalgame avec le national-socialisme hitlérien ? Ce qui ne ferait que repousser le problème : y-a-t'il une once de socialisme dans le national-socialisme, sauce Hitler ou sauce Mitterand ? Ou plus probablement, s'agit-il d'une référence à la rupture⁽⁶⁾ avec l'internationalisme lorsque Staline a lancé officiellement la sous-jacente "construction du socialisme dans un seul pays." Mais le stalinisme n'a pas consisté en un développement du socialisme avorté car dans un seul pays.

Il y a eu construction empirique puis consciente et réfléchie du Capitalisme d'Etat. Il n'y a jamais eu de

transition vers le socialisme, fut-ce dans un seul pays, parce qu'il n'y a jamais eu attaque des rapports de production capitaliste.

Or c'est cela qui détermine la nature des organisations, des partis; c'est ce qui fait que les P."C" n'ont rien de communiste, même "nationalement". Mais cela, le Bureau ne peut que difficilement le distinguer car justement sa plate-forme ne touche pas un mot de la transition au communisme. On y affirme bien le capital comme un rapport social, mais à aucun moment le passage d'un mode social de production à un autre n'est envisagé : seul le renversement du mode politique et son remplacement sont détaillés. C'est ce qui permet à la plate-forme d'arriver à la compréhension du "capitalisme d'Etat", forme la plus avancée de domination capitaliste sur la société", mais qui l'empêche d'aller plus loin sans commettre d'erreur.

En effet la plate-forme considère bien la possibilité d'un authentique pouvoir prolétarien dans un pays, à condition évidemment que ce soit dans le cadre d'un mouvement d'extension révolutionnaire. Mais nul part le bureau ne songe à définir les bases de ce pouvoir et ne considère la construction de nouveaux rapports sociaux avant la nette mondialisation de ce pouvoir.

Cela signifie en clair que les relations salariées d'exploitation se maintiendront dans les zones sous domination prolétarienne. Les prolétaires feront donc la révolution pour être exploités. Or cette conception, que la plupart des révolutionnaires du début du siècle partageaient, s'est révélée particulièrement néfaste pour la révolution en Russie (puis donc mondiale) et ne peut plus être acceptée, quelque soit la façon dont on la formule.

Le processus révolutionnaire consiste justement dans l'attaque des rapports marchands et l'établissement d'une production en fonction des besoins, centralisée, définie et défendue par la classe ouvrière. C'est là l'essence même de son pouvoir et de sa dissolution. Non seulement la prise du pouvoir centralisée ne suffit pas, même si elle est nécessaire, au succès révolutionnaire, mais elle ne suffit pas aux prolétaires qui, dès qu'ils en ont la force, s'attaquent d'eux-mêmes

à l'organisation ancienne et en créent une autre.

Dès lors, le rôle du Parti se précise. En effet, puisqu'il s'agit de "conquérir la direction politique des masses pour les lancer à l'assaut",⁽⁷⁾ c'est le parti qui assume la direction politique de la révolution politique et donc toute une période où il refusera aux masses la possibilité de s'attaquer aux rapports capitalistes, au nom de la généralisation du pouvoir politique ... des masses.

En premier lieu, cette conception de la relation Parti/classe révèle une absence totale de considération pour ce qu'est une classe révolutionnaire, c'est-à-dire autre chose qu'une masse informe qu'on lance, comme au bowling, contre les structures étatiques. Le bureau n'envisage aucunement l'initiative offensive et organisationnelle des prolétaires et ne leur donne pas d'autre possibilité que de suivre ses consignes et mots d'ordre non précisés mais dont la tendance s'oppose à l'activité-même du prolétariat.

De plus, cette incapacité du prolétariat s'étendrait au XIX^e siècle où même avec un parti communiste, il n'y aurait pas eu de perspective pour le communisme.⁽⁸⁾

Or le développement du capital mène à la contradiction entre les forces productives et les rapports de production. Ce rapport social, basé sur le salariat, et qui produit ses fossoyeurs, est une contradiction permanente et donc la question de la révolution se pose avec la domination du capital sur la société. Si les utopistes, que Marx et Engels qualifiaient de socialistes, étaient utopistes, c'est parce que leur conception de l'instauration du socialisme n'était pas révolutionnaire et surtout parce qu'elle n'était pas comprise comme un aboutissement de la lutte de classes. Or lorsque les communistes du XIX^e siècle parlent de révolution socialiste, c'est à partir de la lutte de classes qui leur est contemporaine. Ils n'écrivent pas tant en prophètes sur la nécessité du communisme, pour les générations à venir, qu'en combattants pour sa réalisation à leur époque.

Le bureau réduit les internationalistes du siècle passé à une bande d'énergumènes illuminés agissant pour la pédagogie des générations futures. Ils auraient donc été des criminels poussant les prolétaires dans des bains de sang prévus génialement pour l'édification d'un Bureau tout aussi génial puisque seul à en tirer toutes les conséquences.

Il est cependant permis de douter du génie du Bureau lorsqu'on examine sa capacité à exprimer des idées claires sur un sujet aussi déterminant que la question syndicale.⁽⁹⁾ Après avoir affirmé fort justement que le syndicat n'a jamais été approprié à la destruction du capitalisme, qu'il est un rouage essentiel du système, que l'on ne peut en conquérir aucun ni même en réformer, mais seulement les détruire, le bureau conclue que tout cela, ce sont des principes, mais que la tactique peut être ... très tactique vis-à-vis des syndicats. Ainsi on ne peut ni conquérir ni changer les syndicats mais en dehors des situations révolutionnaires le Parti utilise "tous les espaces que la situation réelle met à sa disposition".⁽¹⁰⁾ Après le cadre de principes, voici l'aquarelle des tactiques, toutes les nuances, y compris les plus criardes, sont par avance avilisées par la grâce que détiennent les questions "relevant de l'élaboration tactique du parti".⁽¹¹⁾

Mais le plus intéressant n'est pas là. De la compréhension de la nature des syndicats, le Bureau tire une leçon significative : le syndicat ne peut plus être la courroie de transmission entre le parti et la classe. Et ce, plus particulièrement pendant les périodes révolutionnaires. A ce moment ce sont les conseils qui remplissent ce rôle et qui permettent au parti d'être enfin le Parti.⁽¹²⁾

Cette translation du rôle des syndicats à celui des conseils révèle une tentative de modernisation des thèses de Lénine. Rude tâche mais un vrai bolchévique ne recule jamais ! Cette idée-là est certes plus qu'une simple variation "tactique". C'est la conception de l'histoire du Bureau qui apparaît. Le Parti est le sujet de l'histoire et la classe en est l'objet. Rien

de ce que peut réaliser la classe (sans la direction du parti) n'a d'importance. Tout ce qu'elle élabore, détruit ou imagine est vide de sens si le parti n'est pas à sa tête. La classe ne crée plus le parti, le parti n'est plus une fraction plus décidée et consciente qui catalyse la lutte. Non, pour le Bureau, le parti est une révélation, que la classe découvre et reconnaît.

Le parti n'a même pas besoin d'affirmer la nature du communisme ni le processus qui y mène à partir de la prise du pouvoir. Il sera bien temps de le révéler quand les prolétaires seront rangés en bon ordre derrière les nouveaux cadres.

En résumé, le Bureau démontre une incompréhension du mouvement social au XIX^e siècle et donc de la mortelle contradiction que représente la classe ouvrière dès qu'elle apparaît et se manifeste. Il reporte cette contradiction sur la crise et réduit le capital à un rapport économique.

De plus il y a incompréhension du caractère mondial et total de la contre-révolution stalinienne, sous-estimation des capacités révolutionnaires du pro-

létariat dans leurs manifestations de l'entre-deux guerres, dépréciation de ces mêmes capacités, relativement à celles d'un appareil, dépositaire de la conscience de classe et à ce titre autorisé à toutes les "tactiques" dans la lutte quotidienne.

Enfin, il y a incompréhension de la rupture avec le capitalisme, figée sans contenu social réel, avec pour seul garant, le maintien d'une idée du communisme par le Parti, dirigeant une société aux fondements inchangés.

Pour inconsistante qu'elle soit sur les tâches immédiates et sur les tâches de la révolution, ce qui peut se comprendre comme un compromis (tactique ?) des constituants du Bureau, la plate-forme livre leur accord minimum dont les points centraux accusent une fixation sur des positions battues en brèche par l'expérience historique et qui ne peuvent servir en rien (voire compromettre) les luttes gigantesques à venir.

Notes.

- (1) cf 3 fin du paragraphe
- (2) cf 2 idem
- (3) cf D lignes 10 à 12 et 28 à 30 surtout.
- (4) cf G
- (5) cf 7 ligne 13, et § G encore
- (6) cf F
- (7) cf 7 lignes 21 à 23
- (8) cf 5 second alinéa
- (9) cf C
- (10) cf C lignes 25 à 33
- (11) cf C fin du second alinéa
- (12) cf C lignes 20-21

SUR LA TROISIEME CONFERENCE INTERNATIONALE

Nous publions ci-dessous, une lettre envoyée au Comité Organisateur de la troisième Conférence Internationale des groupes de la Gauche Communiste en 1980. Le peu de diffusion et la toujours vive actualité politique de ce texte, justifient sa republication.

Camarades

Dans notre lettre précédente datée du 18-12-79 nous vous avons fait part de notre refus de participer à la 3eme conférence internationale. Il nous semble nécessaire cependant d'en expliquer les raisons.

Notre attitude n'a rien à voir avec un quelconque sectarisme et un repliement sur soi. Nous ne croyons pas, nous ne prétendons pas être les seuls représentants de la conscience communiste. Notre non participation à votre conférence internationale ne doit pas être comprise comme une absence de sens des responsabilités mais tout simplement comme une question de bon sens. Lors de la seconde conférence internationale, la création récente de notre section française, fit que notre attitude, et non nos positions, fut contradictoire. Cette fois-ci elle ne le sera pas. Ne voyez surtout pas en notre décision, un refus systématique des conférences internationales, c'est à celles que vous organisez que nous ne pouvons aller. En voici les raisons.

Tous les participants à la conférence internationale s'accordent au moins sur un point: le but de ces conférences n'est pas de discuter et de confronter des positions pour le simple plaisir de le faire. Ces conférences ont pour objectif de poser les jalons d'un futur regroupement des révolutionnaires en vue de la création d'une nouvelle Internationale. La pratique commune des différents groupes invités, participants ou non, est donc souhaitée. Notons au passage, que rien que par rapport à la fonction immédiate des conférences, les organisations ayant déjà participé à au moins une conférence ne semblent pas être totalement d'accord entre elles (Voir bulletin de préparation n°1 nov 79). Mais ce serait un argument bien léger de notre part, quoi que non dénué d'intérêt, que de prendre ce fait indiscutable en tant que pivot de notre critique. Après tout au bout de trois conférences il est encore temps (remontée des luttes aidant grâce à crise économique s'accroissant) que vous vous mettiez d'accord sur son objectif immédiat. Ajoutons que sur ce point, notre participation n'en aurait que compliqué la chose. Mais l'essentiel est de savoir qu'à court ou à long terme, grâce aux conférences internationales, le regroupement des révolutionnaires participants prendra l'initiative de la création d'une nouvelle internationale.

Là intervient la question de bon sens signalée quelques lignes plus haut. Sans prétendre être le seul détenteur de la conscience de classe, le F.O.R. ne peut avoir de pratique commune à ce jour avec la plus grande partie des groupes invités, adhérents ou non à la conférence. Et c'est bien d'une pratique commune dont il s'agit car sinon la simple lecture des presses respectives suffirait d'autant plus que la dose d'articles polémiques pourrait être augmentée. Alors allons droit au but et pour ce faire rien de mieux que de reproduire une phrase de la CWO qui a au moins le mérite d'être claire: "lorsque des conférences manquent de but politique, elles ne peuvent que devenir vides et stériles". Or, bien que les conférences jusqu'à présent en aient manqué, ce sont les buts politiques de la plupart des participants qui sont sur l'essentiel en contradiction avec les nôtres. N'en ayons pour preuve immédiate que la liste des groupes invités à une conférence internationale qui se veut... révolutionnaire!!!

Mais enfin continuons. Tous les groupes participant jusqu'au bout à la deuxième conférence font dépendre leur stratégie politique, leur intervention ou non intervention d'une crise économique du système capitaliste assimilant allègrement crise économique et conditions objectives.

Textes préparatoires volume 2 p3

Battaglia Comunista p38: "Quand nous discutons de la théorie de la crise, c'est une vieille question du mouvement révolutionnaire que nous abordons. Je tiens à souligner en commençant que ce problème est lié à notre stratégie politique et que nous ne faisons pas de l'académisme".

CCI p 40: " Pour ce qui est de la crise, si un tel point est mis à l'ordre du jour, ce n'est pas par son académisme ni pour concurrencer les analyses économiques des bourgeois, mais parcequ'il concerne la pratique révolutionnaire".

NCI p 41: " La crise pose les bases de la révolution et du développement de la conscience". Et ajoute plus loin: "Mais il ne faut pas avoir une vision mécaniste et simpliste du rapport existant entre la crise et l'alternative révolutionnaire".

Oui mais c'est quand même la crise économique qui permet à la révolution d'être à l'ordre du jour bien que ce groupe, comme les deux autres cités plus haut d'ailleurs, ne veulent pas tomber dans une vision mécaniste (matérialisme dialectique oblige!). Mais cette vision non mécaniste n'est en fait que verbale et ne peut être que verbale. Cet amour fou pour la crise économique est pour la CWO résumé par la phrase suivante:

CWO p43: " Je fais exception pour le FOR qui ne voit pas la crise et on pourrait dire qu'on ne voit pas pourquoi il était invité".

Encore une fois la CWO a le mérite d'être claire et est tout à fait conséquente. Que diable irait faire le FOR dans cette galère? Une remarque cependant: ne peut être révolutionnaire que celui qui voit la crise économique n'est-ce pas?

Il est certain que le simple bon sens dicte notre attitude quant à notre non participation à la conférence. Le FOR contrairement à tous ces marxistes, nous n'y mettons point de guillemets de peur de vous faire frémir, ne base pas sa politique, ses positions, son intervention par rapport à une crise économique "sésame ouvre-toi" du devenir humain. Nos positions révolutionnaires n'en sont pas pour autant idéalistes et leur cohérence émane de la théorie du matérialisme historique. Et nous défions quiconque, par des arguments valables, d'en prouver le contraire. Précisons cependant que nous n'arborerions point l'argument de la crise économique si celle-ci ne déterminait pas en grande partie l'attitude et la pratique des groupes de la conférence internationale par rapport à la lutte de classe et au communisme. Mais là n'est pas la seule raison qui détermine notre décision et nous en revenons encore une fois aux questions d'ordre pratique.

Une des clauses pour le droit d'adhésion à votre conférence est la reconnaissance de la révolution d'Octobre comme révolution prolétarienne. Mis à part quelques crétins qui se croient révolutionnaires en disant le contraire pratiquement personne ne nie le caractère prolétarien de la révolution Russe. Ce point ainsi exposé nous semble donc très vague et comme n'étant aucunement sélectif. Par contre un point qui est essentiel pour nous, découlant précisément de l'expérience Russe mais aussi de l'expérience espagnole, est la question de la période de transition. Ce point est pour nous à tel point sélectif que la plupart pour ne pas dire la quasi totalité des groupes participants et invités n'auraient à notre avis aucune place dans une conférence à laquelle nous pourrions participer. En effet, nous partons du fait que la révolution sera une révolution sociale à l'endroit même où elle surgira et non simplement politique (prise du pouvoir par le prolétariat). Un Etat ouvrier soulignons-le ne peut de toute manière se maintenir si la révolution internationale n'éclate pas, donc le socialisme ne peut être établi dans un seul pays. Ajoutons à ceci que la suppression des rapports capitalistes n'équivaut nullement au socialisme (ou communisme peu importe!) mais uniquement-et dans tout cela nous supposons une destruction effectuée par la classe ouvrière elle-même- à un pas vers le socialisme. Mais ce pas, affirmons-nous, doit être franchi le plus rapidement possible par l'attaque immédiate et la suppression du travail salarié avant même la prise du pouvoir par le prolétariat au niveau presque mondial. Sans cela, pour aussi prolétarien que soit le pouvoir il se transformera en son contraire, l'anéantissement de la révolution n'étant pas une coupure nette et immédiatement perceptible.

"Quand bien même elle ne se produirait que dans un seul district industriel, une révolution sociale se place au point de vue de la totalité, parcequ'elle est une protestation de l'homme contre la vie déshumanisée, parce qu'elle part du point de vue de chaque individu réel, parce que l'être collectif dont l'individu s'efforce de ne plus être isolé est le véritable être collectif de l'homme, l'être humain. Au contraire l'âme politique d'une révolution consiste dans la tendance des classes sans influence politique de supprimer leur isolement vis à vis de l'être de l'Etat et du Pouvoir. Leur point de vue est celui de l'Etat, d'une totalité abstraite, qui n'existe que par la séparation de la vie réelle, qui serait impensable sans la contradiction organisée entre l'idée générale et l'existence individuelle de l'homme. Conformément à sa nature limitée et ambiguë, une révolution à âme politique organise donc une sphère dominante dans la société, au dépens de la société..."

"...Toute révolution dissout l'ancienne société: en ce sens elle est sociale. Toute révolution renverse l'ancien pouvoir; en ce sens elle est politique".

Marx dans: "Roi de Prusse et réforme sociale par un prussien".

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette question considérant que nous nous

sommes amplement expliqués dessus dans toutes nos publications et que vous pouvez en prendre connaissance en les lisant. Cependant cette question doit être tranchée d'une manière claire et devrait être un des points sélectifs en vue du regroupement des forces révolutionnaires au niveau international. Cette question ne peut aucunement prêter à discussion lors des conférences internationales, et doit être un principe inébranlable, principe confirmé par l'expérience historique de révolutions écrasées. Ce point nous empêche donc d'avoir une pratique commune avec l'immense majorité des groupes invités. Nous insistons sur pratique commune reprenant en cela les propos du GCI dans son article à propos des conférences internationales de son n°4 où il dit: "Ont par contre une fonction utile des réunions préparatoires à la constitution d'une réelle communauté de travail entre groupes disposant d'une assise générale commune et s'orientant dans une même direction politique". Quelques lignes plus loin: "Avant de songer à une communauté de travail, il faut donc passer par la lutte politique et la démarcation. Si une conférence peut servir à ce but, elle a sa place dans le processus qui conduit à la concentration des forces révolutionnaires. Une véritable démarcation n'est pas possible au niveau des positions fondamentales exprimées sous une forme générale, mais implique au minimum la confrontation de ces positions dans leur signification pratique".

Et bien justement, pour corroborer ce que le GCI a écrit nous voulons prendre l'exemple de Révolution Internationale par rapport à la question syndicale, question qui pour nous est également primordiale pour envisager un travail pratique commun avec d'autres groupes. Parmi les participants à la conférence internationale, le CCI a en apparence une des positions les plus tranchées sur la question syndicale (cf: "les syndicats contre la classe ouvrière"). Donc voilà un point sur lequel (mis à part le raisonnement théorique qui amène à cette position) nous sommes d'accord quant à la conclusion. Mais voilà, la pratique réelle et celle décrite dans de jolis textes n'est pas la même. RI appuie et appelle à une manifestation organisée par les syndicats, le FOR la dénonce. Précisons tout de même qu'il s'agit de la marche sur Paris du 23 Mars 79. Nous n'allons pas reproduire ici les raisons de ces attitudes différentes (pour cela la lecture des écrits respectifs suffit) sur un point aussi crucial pour le mouvement ouvrier. Remarquez que nous avons pris l'exemple de deux groupes qui apparemment ont la même position théorique... alors pour les autres!!! Encore une fois, nous nous apercevons qu'il est totalement vain de se rendre à une conférence internationale pour s'apercevoir du fossé existant par rapport à une pratique commune. Comment parler d'une pratique révolutionnaire à une conférence où sur les points essentiels les groupes divergent tant théoriquement que pratiquement. Nous ne pensons pas que ces conférences auront de but politique précis, tout simplement parcequ'elles ne peuvent en avoir, en tout cas du point de vue révolutionnaire.

Evidemment il y a d'autres points que nous aurions pu avancer:

- intervention des révolutionnaires à tout moment
- défense pratique du défaitisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien
- etc...

Mais cela n'aurait fait qu'allonger une lettre déjà assez longue et les points mentionnés suffisent amplement pour comprendre notre attitude. Réitérons cependant le fait que notre position n'est pas une position anti-conférence internationale de principe, que de plus nous acceptons la discussion avec les groupes ne DEFORMANT PAS les positions d'autrui et ce en dehors de conférences dont visiblement notre participation entraverait quelque peut la bonne marche tout en compromettant notre organisation là où elle ne le souhaite pas.

A notre avis ni l'état présent de la lutte des classes, ni les forces actuellement en présence à ces conférences ne présagent de la création d'une internationale révolutionnaire en précisant de plus qu'une internationale, et vous en conviendrez, ne peut naître d'une série de conférences comme celles que vous organisez ou que nous pourrions organiser actuellement.

Recevez camarades nos salutations communistes.

Ferment Ouvrier Révolutionnaire (ALARME)

Fomento Obrero Revolucionario (ALARMA)

PS: Nous souhaitons que cette lettre soit lue au début de la 3eme conférence et publiée dans vos compte-rendus.

PROGRESSIVITE, DECADENCE, CONDITIONS OBJECTIVES

Aujourd'hui, parmi l'infime minorité de révolutionnaires, beaucoup reconnaissent que les conditions objectives sont plus que suffisamment mûres pour le triomphe de la révolution communiste. Les divergences apparaissent sur le pourquoi les conditions sont mûres et par conséquent sur la signification même de cette expression devenue un leitmotiv que l'on exhibe tel "abolition du travail salarié". Convaincus par de belles phrases certains les emploient sans être véritablement définies, et nous les assèment à toutes les sauces. De là provient la confusion au sein des tendances et parmi les individus qui ont échappé tant bien que mal au terrible impact dévastateur du stalinisme au sein du mouvement ouvrier et donc sur la théorie révolutionnaire écrasée par la propagande mensongère de la contre-révolution capitaliste d'Etat.

Qu'entend-on vulgairement par l'expression "les conditions objectives sont mûres" et à partir de quel moment ces conditions sont considérées comme existantes ? Tous, aujourd'hui tentent de pêcher ces conditions dans un mauvais fonctionnement interne de l'économie capitaliste : crise de surproduction ou baisse définitive du taux de profit. Les conditions objectives seraient réunies à partir du moment où l'économie capitaliste ne pourrait plus relever la tête. Et tous de crier à qui mieux mieux qu'ils sont dans le champ marxiste. Et Marx a dit et Marx n'a jamais dit, et patati et patata. La vision matérialiste dialectique de l'histoire est réduite par de telles stupidités à un simple combat de chiffres et de statistiques se rapportant au dieu économie. Cette vision défendue par les vrais disciples de Marx, est à tel point saugrenue qu'elle pourrait faire croire que Marx pour démontrer la positivité du système bourgeois par rapport au système féodal aurait comparé les chiffres de productivité de ces deux systèmes. Vision indiscutablement scientifique puisque chiffres il y a !

Montrons immédiatement la confusion que font tous les jongleurs de chiffres et de statistiques sur la définition même de cette expression. "Conditions objectives mûres" ne signifie pas étincelle qui provoque le feu, cela veut seulement dire que le prolétariat dispose de toutes les armes matérielles pour accomplir sans attendre les tâches communistes de la révolution sans être

contraint de réaliser des tâches que la bourgeoisie n'aurait pas eu le temps ou la capacité d'accomplir. Marx et Engels considéraient le socialisme, la réalisation des objectifs socialistes comme la tâche immédiate de la révolution prolétarienne. Ce fut la conception qu'ils défendirent lors de la révolution de 1848 et ce pour l'action du prolétariat dans le monde entier. Marx et Engels ont eux-mêmes révisé ce point de vue. Pourquoi, si ce n'est parcequ'ils estimèrent que le capitalisme n'avait pas encore créé toutes les conditions objectives suffisantes à la réalisation immédiate du socialisme ?

Une brève mise au point nous paraît nécessaire. Lorsque les révolutionnaires du 19ème siècle se rattachant à la théorie du matérialisme historique parlait de l'esclavagisme, du féodalisme, du capitalisme, ils en parlaient comme d'un tout, en tant que système de civilisation remplissant un certain rôle dans le développement historique. Avec les raisonnements que beaucoup emploient aujourd'hui, au 19ème siècle les conditions objectives étaient présentes lors des crises cycliques de surproduction et absentes ou réduites une fois que le système capitaliste lui-même reprenait une croissance économique supérieure à celle d'avant la crise. Car n'oublions pas que l'on a pu dire qu'elles étaient cycliques qu'après avoir constaté que le capitalisme surmontait chaque crise, et qu'après croissance il en survenait une autre. Marx, astucieux comme il était, devait donc avoir plusieurs programmes à proposer suivant que le capital était en crise ou en croissance. C'est à cela qu'on aboutit avec des raisonnements vulgairement économicistes. Ce n'est ni par rapport au taux d'oppression en soi (que vaut mieux-t-il être, esclave, serf ou prolétaire ?), ni par rapport aux chiffres de productivité en soi que l'on se base pour démontrer la progressivité dans l'histoire mais par rapport aux conditions créées et nécessaires au renversement définitif de la société divisée en classes. Si c'est la bourgeoisie qui renversa le système féodal en s'appuyant sur les couches plus exploitées ce n'est pas un hasard. C'est parceque ces couches plus exploitées ne constituaient pas encore une classe internationale ayant des intérêts précis et une orientation claire face au système d'oppression, alors que la bourgeoisie, elle, en avait de bien définis.

Et c'est elle, la bourgeoisie, qui, en instaurant de nouveaux rapports de production, allait créer les conditions pour abattre à jamais le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. En développant les forces productives, elle agrandissait et concentrait son ennemi mortel, le prolétariat. Ces conditions, ni l'esclavagisme ni le féodalisme, ni aucun autre système d'organisation sociale, n'a pu les réunir, car chacun de ces systèmes secrétait les bases d'un nouveau système d'exploitation. La bourgeoisie, elle, en développant son système forgeait la force susceptible de supprimer à jamais le règne de l'exploitation et de la nécessité. C'est en cela surtout que le système capitaliste fut progressif. Il est décadent aujourd'hui parcequ'il maintient sa domination alors même que toutes les conditions objectives sont définitivement présentes pour que le prolétariat puisse le renverser en appliquant tout de suite des mesures communistes.

Nous voyons que jusqu'à présent il n'a pas fallu s'empiffrer de chiffres et de statistiques pour introduire les deux termes opposés : progressif et décadent.

Comme nous l'avons déjà dit dans Alarme (1) "c'est la persistance de l'industrialisme capitaliste qui appelle la suppression du système car les instruments de production ont acquis plus que la capacité de nous libérer de leur mesquinerie mercantile".

Voilà ce qui est réellement important. Les conditions objectives sont mûres car l'appropriation par le prolétariat de tout ce dont il est privé permet l'avènement du communisme sans que celui-ci soit contraint de passer par toute une série d'étapes pour créer ces conditions. C'est pour cela entre autre qu'aujourd'hui il ne peut plus être question de façon certaine de "lutttes de libération nationale", de révolution démocratique-bourgeoise, de révolution permanente et autres mesures devenues totalement réactionnaires parcequ'anachroniques.

Revenons à ceux qui voient dans la crise économique irréversible se faufiler les conditions objectives pour la réalisation de la révolution communiste ; ceux-là se représentent les conditions objectives comme l'étincelle qui provoquera le feu. Or comme nous l'avons déjà mentionné, dire que les conditions sont mûres ne peut aucunement signifier que le prolétariat bouleversera le monde. Cela veut seulement dire que si le prolétariat se soulève il se trouve sur

un terrain propice au triomphe de la révolution communiste, puisque toutes les conditions à la réalisation des tâches socialistes lui sont données. Ce sont ces conditions (moyens énormes dont dispose le capital) qui, faute de révolution prolétarienne, pourrissent jusqu'à la plus petite parcelle du monde. C'est pour cela que nous parlons de décadence de tout le système de civilisation capitaliste. Tout ce que réalise le capitalisme de nos jours va à l'encontre de l'humanité et pourrait tout ce qu'il touche jusqu'à la moëlle. On comprendra aisément que ceux qui parlent de décadence du capitalisme en liant intimement décadence à crise économique irréversible, et qui d'autre part voient en cette crise économique l'émanation des conditions pour le triomphe de la révolution, se trompent du tout au tout, car de là à proclamer vive la décadence du capital, il n'y a qu'un pas. Proclamer cela démontre l'incompréhension du matérialisme historique qu'ont tous ces pures économistes. Car la décadence d'un système ne peut aucunement signifier décadence seulement de ceux qui le défendent et en profitent, mais décadence de toutes les parties de ce système qui par la passivité de certaines d'entre elles aident à le maintenir. Le prolétariat que l'on sache n'habite pas sur la lune et par conséquent n'est pas invulnérable à tous les signes de décomposition sociale, bien au contraire. Ce n'est pas parceque le système est en décadence que les conditions sont mûres mais c'est parce que les conditions sont mûres et que la révolution ne voit pas le jour que le système est décadent. Une crise économique comme celle de 1929 ne serait qu'un ajout de plus à la situation de barbarie actuelle, et ne mettrait sûrement pas le prolétariat dans les conditions idéales pour le triomphe rapide de la révolution communiste internationale, bien au contraire, cela ajouterait d'énormes difficultés et des mystifications supplémentaires au bouleversement communiste de la société. Une chose doit être claire, les moyens dont dispose la société aujourd'hui se retournent contre elle tant que ces moyens sont mis au service du capital. Ils sont une arme et la garantie de la possibilité des réalisations communistes entre les mains du prolétariat révolutionnaire qui les utilisera en les mettant au service de l'ensemble de la société, et en détruisant à jamais la société divisée en classes. C'est en cela seulement que l'on peut parler de positivité, de décadence et de conditions objectives.

"La conscience révolutionnaire ne peut être engendrée que par une activité du pro-

létariat qui oppose des solutions socialistes à chaque aspect du capitalisme en fonctionnement économique normal, le traitant comme système d'association humain caduque, réactionnaire et pernicieux. La banqueroute du système de civilisation basé sur le capital/salariat offre des motifs et des problèmes concrets suffisants pour susciter la rébellion contre lui. Bien empotés sont les révolutionnaires qui ne le voient pas". (Alarme n°5)

Quant à ceux qui cherchent ce fameux instant "x" où le prolétariat est susceptible de se soulever (moment qui par ailleurs chez eux correspond à guerre impérialiste si le prolétariat ne se soulève pas), et qui croient l'avoir trouvé en cette sainte ou vile crise économique (cela dépend du résultat : guerre ou révolution) peuvent chercher longtemps avec leur esprit "scientifique". Car s'il est vrai que l'humanité n'est pas régie par la simple volonté humaine, elle ne l'est pas non plus par des formules mathématiques. TOUT EST DIALECTIQUE, N'EST-CE PAS !!

Car enfin, l'absence du prolétariat de la scène historique après l'échec de la première et unique vague internationale (17-37) en tant que seule classe porteuse du communisme a certes laissé le temps aux exégètes de la théorie de réfléchir. Mais ils ont tellement mal réfléchi, qu'ils devaient, au mépris des plus évidentes constatations, s'inventer un sésame-ouvre-toi marxisto-économiste certifiant le retour de la classe aux avants postes de la subversion. D'autres en sont arrivés, ce qui est pire, à parler d'intégration définitive du prolétariat au capitalisme, ou bien à nier l'existence même de cette classe. Pour aussi éloignées que ces deux théories soient l'une de l'autre c'est une même réflexion bornée et anti-dialectique qui en est à la base. Si la classe ne lutte pas c'est que le capitalisme est capable de lui offrir les milles et une merveilles de la "société de consommation". Pour retourner une phrase trop souvent mal comprise de Marx, ils ne voient dans la richesse que la richesse.

En effet, le capitalisme n'a jamais été une société "de consommation", mais bel et bien son contraire, au moment des crises cycliques comme à ses moments de croissance. Si les producteurs peuvent posséder radio,

télévision et voiture, c'est parce que ce sont des marchandises produites qui doivent s'écouler sur le marché, et non parce que ce système pourri jusqu'à la moëlle serait devenu altruiste. De plus pour un prolétaire, et là est l'essentiel, une voiture, qu'il a souvent contribué à produire lui-même, représente 6 mois de travail durant lesquels il a produit une plus-value énorme dont une partie non nécessaire à l'accumulation élargie du capital permet aux propriétaires/gestionnaires des moyens de production de s'en acheter 100 si tel est leur bon plaisir. L'embourgeoisement du prolétariat est un mythe, car il est, faute de révolution, toujours une classe misérable relativement à la richesse qu'il produit. Ce fait indéniable ne constitue-t-il pas la base matérielle du salariat ? Mais que faut-il donc pour se situer dans le "champ marxiste", dans le champ de l'analyse matérielle et objective des situations afin de pouvoir les transformer ? Que le producteur devienne un vagabond réclamant du bon vieux travail salarié ? Que l'opposition entre travailleur et chômeur s'agrandisse ? Que le ventre crie famine, et la tête du travail à n'importe quel prix ? Ou bien une bonne vieille troisième guerre mondiale ?

Ces analyses misérabilistes nous affligent. D'autant que ceux qui les professent ne se trouvent généralement pas dans la situation du chômeur désespéré, de l'indien du Bophal ou des milliers de sans travail aux quatre coins du monde. Prolétaire au boulot on peut encore réfléchir et se battre en tant que classe, pas si on est dépourvu du seul moyen de subsistance qu'accorde le capital afin de poursuivre sa route meurtrière.

En résumé, nous nions que la passivité du prolétariat d'un point de vue révolutionnaire, ait été le produit de l'immense croissance survenue après la seconde guerre mondiale, comme nous nions également que la résurgence prolétarienne sera la conséquence d'une crise économique irréversible (crise déjà existante pour les groupes révolutionnaires que nous connaissons. Encore faut-il qu'ils se mettent d'accord sur sa nature, c'est très important nom de Marx !).

Alors nous direz-vous, comment expliquez-vous les choses ? Une petite phrase de Marx est ici la bienvenue :

" La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que par conséquent des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué..."

(III^{eme} thèse sur Feuerbach)

Comme d'aucun peut le constater, nous sommes capables de citer d'illustres auteurs révolutionnaires, mais nous ne les utiliserons jamais comme texte sacré. Ce qui nous intéresse dans cette citation c'est la méthode d'ensemble permettant d'analyser les faits historiques, car telle est notre méthode. En effet si l'homme est le produit de son milieu, ce milieu c'est lui également qui le transforme. Si sans matière il n'y a point d'idée, l'idée elle-même devient force matérielle. Et de notre point de vue la passivité du prolétariat n'est pas dû essentiellement aux biens qu'il lui a été permis de consommer mais à l'écrasement physique et intellectuel qu'il a subi lors de l'échec de la première tentative révolutionnaire internationale après écrasement complet de la révolution là où elle s'était initiée, en Russie. Fait aggravant et d'une plus grande ampleur que l'aplatissement éhonté de la II^e internationale face à la guerre de 1914, la contre-révolution provient de l'intérieur du mouvement ouvrier et non d'une répression féroce de la classe bourgeoise elle-même. Ainsi des milliers de prolétaires crurent avec passion en la Russie socialiste faisant le jeu par là-même à la stratégie capitaliste impérialiste de cette dernière. Malgré la combativité ouvrière dans le monde, les fronts populaires à la tête desquels se trouvaient généralement les P "C" se succédaient pour la réprimer. Seules d'infimes minorités ont pu résister à cette avalanche qui entraîna mort-né le trotskisme lui-même dans sa route anti-ouvrière. Voici messieurs les déistes de la crise ce qui explique fondamentalement la

situation d'apathie ou de luttes sans perspectives. La conscience nécessite une base matérielle pour se développer, et quand elle se développe, elle s'ajoute à cette base matérielle qui l'a produite, et la transforme. C'est cette conscience que la contre-révolution a presque entièrement décimée.

Aujourd'hui, des éléments autrement plus importants que la soi-disant crise économique, permettent d'entrevoir une issue révolutionnaire à la situation. Les appareils staliniens, "socialistes" ainsi que les syndicats ne suscitent plus l'enthousiasme qu'ils suscitaient bien qu'ils dominent encore largement la classe qui pour détruire le capital devra les anéantir.

La récente lutte de classe en Pologne a prouvé massivement dans les faits que dans la patrie du prolétariat celui-ci est obligé de se défendre tout comme en Occident. Mais pour l'instant ces réactions prolétariennes sont circonscrites dans le cadre du capitalisme. Aux révolutionnaires d'intervenir pour contribuer au dépassement des limites que nous imposent nos ennemis de classe en critiquant et en s'opposant dans les faits aux orientations réactionnaires que prennent encore nos frères de classe (nationalisme, syndicalisme, racisme, démocratisation, corporatisme, hiérarchie etc...)

"Il faut rompre d'une manière tranchante avec les tactiques et les idées mortes, dire sans réticence toute la vérité à la classe ouvrière, rectifier sans regret tout ce qui fait obstacle à la renaissance de la révolution, que ces obstacles proviennent de Lénine, de Trotsky ou de Marx, et adopter un programme de revendications qui concorde avec les possibilités maxima de la technique et de la culture moderne mises au service de l'humanité."

"Pour un second manifeste communiste " F.O.R 1961.

Article repris, remanié et amplifié à partir du texte paru sous le même titre dans *Alarme* n°6 décembre 1979.

PUBLICATIONS DU F.O.R

EN FRANCAIS

Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis
Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis
Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret
Fausse trajectoire de Révolution Internationale
Alarme spéciale organisation (n°13)
Alarme collection complète par 10 numéros
Pour un second manifeste communiste
Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme

EN ESPAGNOL

Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis
Pro segundo manifiesto comunista
Llamamiento y exhorto a la nueva generación
Trayectoria quebrada de Revolución Internacional
Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)
Análisis de un vacío, cincuenta años después, el trotskismo
Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)
El SWP y la guerra imperialista (1945)
Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satélites ; C/U

ITALIE - GRECE

Per un secondo manifesto comunista
La gauche communiste en Grèce (1918-30)

* * * * * * * * * * * * * * * *

SOUSCRIPTION

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de : ALARME CCP n° 151628 U Paris.

Pour toute correspondance:

ALARME BP 329
75624 Paris cedex 13

N° COM. PAR: 61890